

Mémoire de fin d'études
pour l'obtention du diplôme HES d'éducateur social

Les associations d'immigrés extra-européens en Valais
romand : quelle intégration ?

Besson Maurice
Haute école santé-social Valais - HEVs2
Mai 2008

Résumé :

Le présent travail consiste à comprendre en quoi les associations de migrants extra-européens du Valais romand encouragent l'intégration des personnes migrantes dans la société d'accueil. L'intégration est conçue ici comme dépendante de l'accès à la participation citoyenne et à la reconnaissance. L'intuition de départ étant que la constitution de groupes et d'associations autonomes partant de l'initiative de personnes migrantes favorise l'intégration par des pratiques de solidarités, la création de liens et par la possibilité de faire valoir des droits et d'obtenir une reconnaissance.

D'après l'exploration de terrain, il existe actuellement dans le Valais francophone quinze associations d'immigrés extra-européens. Sept d'entre elles ont été rencontrées.

Les résultats de ce travail montre que les associations rencontrées favorisent l'intégration car elles entretiennent des réseaux composés de nombreux liens avec l'Etat et le tiers secteur de la société d'accueil et permettent la création de pratiques de solidarités entre migrants.

Mots Clés :

Migration, association, intégration, citoyenneté, reconnaissance

Mes remerciements:

À mon directeur de mémoire Berthod Marc-Antoine

Aux personnes ressources et à tous les représentants d'associations qui m'ont accordé avec beaucoup de gentillesse du temps pour les entretiens.

Ainsi qu'à toutes les personnes qui m'ont soutenu moralement et matériellement durant l'élaboration de ce travail : Ma famille, Vincent, Ariane, Jeannine, Joëlle, Anne-Christine, Georges, Martin, Emmanuelle, Raymond

« Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leur auteur ».

Table des matières :

I. Introduction	6
II. Construction de l'objet de recherche	8
1. Illustration de la thématique	8
2. Les concepts	9
2.1. La Politique migratoire suisse	9
2.2. Définition du concept d'intégration	16
2.2.1. Participation citoyenne	20
2.2.2. Sentiment de reconnaissance	24
2.3. Les associations d'immigrés en Suisse	25
2.3.1. L'Association : définition	25
2.3.2. Typologie	27
2.3.3. Historique	29
3. Situation des immigrés extra-européens en Valais	31
3.1. Contexte institutionnel valaisan du domaine de l'asile	33
3.2. Situation des associations d'immigrés extra-européens en Valais	33
4. Hypothèses de recherche	36
5. Méthodologie	37
III. Analyse	40
1. Présentation des associations rencontrées	40
1.1. Pluri-Elles	40
1.2. LEPA	41
1.3. Association turque de Monthey	42
1.4. Association tamoule du Valais	44
1.5. AVIC	46
1.6. Thé-Discussion	47
1.7. KALKAL	49
2. Interprétation des données	50
2.1. Organisation, fonctionnement	50
2.2. Réseau, relations externes des associations visitées	54
2.3. Intégration, citoyenneté : avis des personnes interrogées	58
2.3.1. Intégration	58
2.3.2. Citoyenneté	60
3. Synthèse	62

IV. Conclusion	64
Annexes	67
Bibliographie	67
Grille d'entretien	71

I. Introduction

Ainsi parlait Pierre Waldeck-Rousseau :

*« L'homme ne peut rien faire en bien ou en mal qu'en s'associant.
Il n'y a pas d'armure plus solide contre l'oppression
ni d'outils plus merveilleux pour les grandes œuvres. »*

Ces phrases étaient affichées dans la salle où se projetait un documentaire sur les associations italiennes en Suisse¹. Cette réflexion, en particulier l'idée de résistance à l'oppression, sonne en écho à la motivation qui a impulsé notre recherche. Son auteur est l'initiateur de la loi sur la liberté d'association de 1901 en France. Cette dernière est née du contexte du 19^{ème} siècle où l'associationnisme émerge pour répondre à une fragmentation de la société due à l'industrialisation. Les associations font partie de ce qu'on appelle le tiers secteur, c'est-à-dire, un espace social se trouvant hors de l'espace privé de la sphère individuelle ou familiale et hors de l'espace public étatique.

Il existe, en Suisse, des associations de migrants dès le début du 20^{ème} siècle. Ces dernières évoluent en fonction des flux migratoires. C'est pourquoi dans un premier temps, ces associations sont européennes. On voit leur nombre augmenter dès la fin de la deuxième guerre mondiale, lorsque la Suisse, à court de main d'œuvre, fait appel à une grande quantité d'ouvriers du sud de l'Europe pour répondre aux besoins de son économie. Au côté des églises puis des syndicats et des partis de gauche, ces immigrés s'organisent rapidement en association pour, dans un premier temps, répondre à leurs besoins de base et revendiquer une protection de la part de leur Etat d'origine. Par la suite, en parallèle aux mouvements sociaux des années soixante, leurs revendications se tournent vers le pays d'accueil et demandent par exemple l'abolition du statut de saisonnier, le droit au regroupement familial, le droit de vote. Avec la crise des années septante, une grande partie de ces immigrés doivent rentrer chez eux, le nombre des associations diminue. Durant les années huitante, après les échecs de leurs revendications, ces associations se tournent vers une identité régionale, une échelle locale et se détournent des activités politiques. Au cours de cette même époque, on voit augmenter le nombre de migrants provenant de pays extra-européens. C'est ce qu'on appelle les « nouvelles migrations ». Celles-ci aussi s'organisent peu à peu en association et cherchent ainsi à répondre aux besoins de leurs compatriotes ou des personnes migrantes se trouvant dans la même situation.

¹ ANDREY, A. « Les associations italiennes pourraient servir de modèle aux nouvelles migrations » *Le courrier, jeudi 28 février 2008 p. 4*
Les associations italiennes en Suisse LA BARBA, M. (réal.) Genève: MONDES – VISIONS – DIVISIONS, 2007 [DVD] (35 min.)

Dans le Valais romand, nous avons dénombré quinze associations extra-européennes. Nous en avons rencontré sept et tenté de comprendre leur rôle dans le processus d'intégration de cette nouvelle migration.

Le présent travail traitera donc de la dynamique associative des migrants extra-européens dans le Valais romand et tentera de présenter son rôle dans l'accès à la participation citoyenne et à la reconnaissance des migrants par la société d'accueil c'est-à-dire, comme nous le verrons plus tard, à l'intégration. Nous tenterons encore de présenter les activités et les finalités des associations rencontrées, leurs obstacles et leurs aides ainsi que leur apport dans l'amélioration des conditions de vie des migrants. Finalement, notre dernier objectif serait de répertorier un réseau d'associations et d'organisations en Valais avec lequel pourrait être travaillé le thème de l'accès à la participation citoyenne pour les personnes migrantes.

La présentation de notre mémoire commencera par expliciter le questionnement de départ et son contexte théorique. Il est question ici de traiter dans un premier temps de la migration en Suisse, de sa politique migratoire, de son historique et de distinguer ce qui diffère dans l'accueil des populations européennes et non européennes. Ensuite nous développerons une idée de l'intégration où il s'agira de la voir comme une possibilité de créer des liens, de participer et de se sentir reconnu. Puis nous traiterons du thème de la dynamique associative en général et chez les immigrés en Suisse. Nous analyserons finalement la population immigrée en Valais et nous présenterons nos hypothèses de recherche. Pour terminer notre cadre théorique nous expliquerons le chemin parcouru pour élaborer notre échantillon de recherche et par quelle méthode nous avons procédé pour obtenir les informations nécessaires à la vérification de nos hypothèses.

La présentation de nos résultats cherchera à mettre en évidence le rôle des associations dans la construction d'un tissu social et dans l'élaboration d'une citoyenneté et d'une reconnaissance. Elle nous montrera aussi que les visions de l'intégration des personnes interrogées sont variées, mais en général se rejoignent sur le fait qu'elle nécessite un effort des personnes migrantes mais aussi un contexte favorisant la participation à la vie de la société.

La conclusion nous permettra entre autres d'expliquer comment la dynamique associative s'intègre dans notre vision générale du travail social.

II. Construction de l'objet de recherche

1. *Illustration de la thématique*

Par notre vie privée, nos études et nos engagements civils, politiques et associatifs nous avons pu rencontrer de nombreuses personnes migrantes extra-européennes. Nous avons constaté que la plupart de ces personnes vivent des situations de vie précaire et que leur culture, leurs mœurs, leurs droits ne sont pas reconnus². Bien souvent ces situations sont liées à une absence d'autorisation de séjour ou à une autorisation provisoire, de courte durée ou aléatoire. Ces personnes vivent donc pendant des années dans l'angoisse, la peur d'un contrôle policier, d'une dénonciation, de ne pas savoir si elles pourront obtenir l'asile, un statut plus fiable, des droits ou si elles seront un jour renvoyées dans leur pays en guerre, détruit ou sous un régime dictatorial. Durant ces temps d'attente ou de vie cachée, elles subissent la discrimination et l'exclusion de diverses manières et pour diverses causes. Par exemple, parce qu'elles n'ont pas la « bonne » couleur de peau, parce qu'elles n'ont pas la même culture ou la même religion, parce qu'elles sont des femmes, parce qu'elles ne comprennent pas la langue ou parce que leurs diplômes ne sont pas reconnus. Bien souvent ces discriminations sont faites par notre système institutionnel (école, service social, santé, police), administratif et juridique mais aussi dans le privé par exemple lors de la recherche d'un emploi ou d'un logement. Pour toutes ces raisons, des travailleurs sociaux ont vu l'importance de soutenir et de favoriser des pratiques de solidarité entre migrants³. Ces pratiques sont permises, entre autres, grâce à la création de groupes et d'associations qui constituent des réseaux d'entraide et permettent la création de liens avec les institutions et d'autres groupes du pays d'accueil. Ces associations permettent aussi aux personnes migrantes de revaloriser leurs identités, leurs appartenances sociales, religieuses, linguistiques, culturelles et finalement revendiquer des droits et une reconnaissance. Cependant, il existe aussi en Suisse des théories qui voient l'intériorisation de la culture indigène comme unique solution aux problèmes d'exclusion des étrangers et donc les replis sur des identités allogènes comme un obstacle à l'intégration⁴.

Ces diverses constatations nous ont poussé à nous demander :

² Le rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme et les discriminations M. Doudou Diène dans son rapport sur la Suisse déclare qu'il existe des « résistances culturelles profondes de la société suisse au processus de multiculturalisation, surtout d'origine du sud-est européen et non européenne » (DOUDOU, D., 2007, p. 2)

³ SERATHIUK, N. Sans-papiers : miroir, miroir, dis-moi qui suis-je alors ! In : BORONI, S. (et al). *Voies clandestines*, Ed. d'en bas, cop. 2003, p. 136, 137

⁴ BOLZMAN, C. *Construction européenne, assimilationnisme et citoyenneté*, Centre Europe-Tiers Monde, 1993

« En Valais, en quoi la dynamique associative des migrants extra-européens favorise leur intégration ? »

2. Les concepts

2.1. La Politique migratoire suisse

Jusqu'à la seconde moitié du 19^{ème} siècle, la Suisse est un pays d'émigration. Dès cette époque, l'arrivée d'étrangers croît jusqu'à la première guerre. En 1890, l'immigration devient plus forte que l'émigration. Durant toute cette période, la politique migratoire était basée sur la libre circulation. L'entre-deux-guerres connaît une baisse des flux migratoires et un refroidissement politique par rapport à l'immigration avec « l'introduction de visa d'entrée et un contrôle de plus en plus étroit des étrangers présents sur le territoire national⁵. » En 1934, est adoptée la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE). Ses principes fondamentaux, qui guideront la politique migratoire tout au long du siècle, sont : un lien étroit entre le droit au séjour et le travail et une politique échelonnée d'acquisition de droits représentés par les permis suivants : saisonnier (permis A), permis de séjour (B) et permis d'établissement (C). Le premier donne droit à un séjour de 9 mois et à l'acquisition du permis B après avoir travaillé 45 mois sur une période de 5 ans. Ce principe est appliqué jusqu'en 1976. À partir de cette date, le temps nécessaire s'abaisse et passe à 36 mois sur une période de 4 ans⁶. Le permis B donne droit à un séjour d'une année renouvelable d'année en année et à l'acquisition du permis C après un séjour ininterrompu de dix ans. En 1964, des accords entre l'Italie et la Suisse allège quelque peu cette condition et stipule que « après une période de cinq ans, les travailleurs annuels obtiendront des facilitations et pourront changer de profession et de place de travail.⁷ » Enfin, l'autorisation d'établissement donne droit à un séjour d'une durée indéterminée. Les modifications principales de cette loi qui suivront tout au long des négociations porteront sur les conditions nécessaires à l'acquisition de ces droits et sur les droits qu'impliquent l'acquisition d'un de ces permis (temps nécessaire avant le regroupement familial, extension de l'accès au marché du travail ou aux assurances sociales...).

Après la deuxième guerre mondiale, la demande de main-d'œuvre dans certaines branches de l'économie augmente fortement. Pour y répondre la Suisse entame des négociations avec l'Italie. Dans cette première période qui va jusqu'à la crise des

⁵ PIGUET, E. *L'immigration en Suisse*, presses polytechniques et universitaires romandes, 2004, p. 15

⁶ MAHNIG, H. (et collab.) *Histoire de la politiques de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Editions Seismo, 2005. p. 147

⁷ Ibid, p. 112

années septante, l'entrée de main-d'œuvre étrangère est fortement soutenue par les milieux économiques. Les syndicats et les partis de gauche cherchent à protéger leur base ouvrière d'une dégradation des conditions de travail et de vie. Et les partis d'extrême droite cherchent à protéger la Suisse de l'invasion étrangère (Überfremdung). Les traités signés par la Suisse avec l'Italie, puis un peu plus tard avec l'Espagne, sont précédés de négociations où les demandes des pays offreurs de main d'œuvre vont souvent et à tour de rôle à l'encontre des volontés d'un des groupes de pression ou partis politiques précités. Ce sont les forces en jeu suivantes : le gouvernement Suisse, les partis et groupes de pressions et les pays offreurs qui modifient la politique migratoire jusqu'aux années huitante. Durant la crise économique des années septante, la Suisse peut exporter le chômage du fait que la majorité de la main d'œuvre étrangère n'avait pas la permission ou la possibilité de rester en Suisse pour une longue période⁸. Durant ce temps de crise (1973-1977), ce sont selon les estimations entre 192'000 et 225'000 étrangers qui ont quitté la Suisse⁹. Jusqu'à la fin de cette décennie, la majorité des étrangers provenait de l'Italie ou de l'Espagne. Une plus petite partie venait de pays dit « éloignés » comme le Portugal, la Grèce ou la Turquie.

C'est à la fin des années septante, après l'arrivée de réfugiés des dictatures militaires capitalistes (Chili, Argentine, Cambodge, Vietnam...), que la Suisse crée une loi sur l'asile (Lasi). Le pays compte en 1977, 30'000 réfugiés reconnus.¹⁰ Avant la Lasi, c'était l'article 21 de la loi sur les étrangers (LSEE) qui réglementait l'asile. La nouvelle loi se base sur la convention de Genève signée par la Suisse en 1955. Elle définit les réfugiés comme des « étrangers qui, dans leur pays d'origine ou le pays de leur dernière résidence, sont exposés à de sérieux préjudices ou craignent à juste titre de l'être en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social déterminé ou de leurs opinions politiques »¹¹. Depuis son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1981, la Lasi a subi de perpétuels changements. Jusqu'en 1994, quatre révisions importantes ont eu lieu. En 1999, la Suisse accepte à 70,6% des voix une nouvelle loi sur l'asile.¹² Le 24 septembre 2006

⁸ Ceci à cause de la courte durée et de la place de travail obligatoire pour les permis saisonniers et de séjours et le lien non obligatoire entre le permis d'établissement et l'assurance chômage.

⁹ MAHNIG, H. (et collab.) *Histoire de la politiques de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, op.cit., p. 154

¹⁰ Au mois de novembre 1956 la Suisse adresse „un accueil exemplaire“ à 12'000 réfugiés Hongrois fuyant le régime communiste. En 1968, la même réception est réservé à 13'500 réfugiés Tchèques. L'accueille sera plus froid lorsqu'il s'agira plus tard de recevoir les rescapés des dictatures sud-américaines et asiatiques. (MAHNIG, H. 2005)

¹¹ Art. 3 de la loi sur l'asile

¹² « La guerre au Kosovo provoque, en 1998 et 1999, l'arrivée en Suisse d'un nombre important de requérants d'asile. A la fin 1998, on recense en Suisse 41'302 personnes ayant demandé l'asile. Il s'agit d'une augmentation de 72,2% par rapport à l'année précédente, 20'396 requérants viennent du Kosovo. » (MAHNIG, H. 2005 p.220)

le peuple suisse vote une nouvelle fois pour une modification partielle de cette loi. Toutes ces révisions et modifications sont allées vers une restriction du droit d'asile. Les axes principaux ont été : « la diminution des garanties de procédure (suppression de l'audition fédérale obligatoire et de certaines possibilités de recours), la liquidation de certaines demandes sans examen sur le fond (non entrée en matière, renvoi immédiat), la marginalisation des requérants (interdiction de travailler, assistance réduite, isolement social) et la systématisation des renvois (cas échéant sous contrainte) »¹³.

Durant les années 80 l'arrivée d'étrangers provenant d'autres continents augmentent peu à peu. De par ce fait et surtout celui de la croissance de l'Union Européenne et la volonté du gouvernement de préparer la Suisse à une éventuelle entrée dans l'EEE, la Suisse légifère la politique des « trois cercles ». Celle-ci entre en vigueur en 1991 et s'organise ainsi : « un premier « cercle intérieur » englobant l'UE et l'AELE, il s'agit d'arriver, à terme, à la libre circulation. Suivent un « cercle médian », où se trouvent les Etats-Unis, le Canada et les pays de l'Europe de l'Est, et un « cercle extérieur » englobant « tous les autres Etats » dont les ressortissants ne peuvent être admis qu'à titre exceptionnel »¹⁴. Elle sera en vigueur jusqu'en 1998 où l'on passera simplement à un modèle à « deux cercles », le cercle médian étant éliminé. Ceci afin de faciliter un rapprochement avec l'Europe. En 2002, avec l'entrée en vigueur de la libre circulation entre la Suisse et l'UE, le permis saisonnier disparaît.¹⁵

Aujourd'hui, l'admission des immigrés est toujours régulée par un échelonnage de permis qui diffèrent en premier lieu selon si l'on vient de l'espace UE/AELE (Union Européenne et Association Européenne de Libre Echange) ou d'un Etat tiers (reste du monde). Ainsi il existe une liste de permis UE/AELE et une autre pour les Etats tiers. C'est la politique des « deux cercles » que nous venons de présenter. Cependant, dans les autorisations UE/AELE il existe encore quelques restrictions transitoires (contingentement, priorité aux indigènes...) pour les nouveaux Etats membres sauf Chypre et Malte.¹⁶

À présent nous passerons rapidement en revue les permis UE/AELE puis nous nous intéresserons plus particulièrement à la politique d'admission des ressortissants des Etats non-membres de l'UE/AELE.

¹³ Asile.ch (En ligne). Adresse URL : http://www.asile.dpn.ch/vivre-ensemble/archives/asile/textes/historique_asile.pdf (Page consultée le 8 novembre 2007)

¹⁴ MAHNIG, H. (et collab.) *Histoire de la politiques de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, op.cit., p. 179

¹⁵ Ibid., p. 185

¹⁶ Office fédéral des migrations „Séjour et travail des citoyens de l'UE/AELE en Suisse“ in Office fédéral des migrations (En ligne). Adresse URL: http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/schweiz_-_eu/aufenthalt_der_eu.html (Page consultée le 30 août 2007)

Pour les ressortissants de l'UE/AELE il existe 5 types de permis¹⁷. Le permis Ci pour les membres de la famille de fonctionnaires des organisations intergouvernementales et le permis G pour les frontaliers sont de moindre importance pour notre étude. Ceux qui nous intéressent le plus sont les trois suivants :

- **L'autorisation de courte durée L** : Elle est octroyée aux personnes bénéficiaires d'un contrat de travail en Suisse pour une période de trois mois à une année. Elle dure le temps du contrat et peut être prolongée au maximum une année. Elle est renouvelable. Pour les nouveaux membres de l'espace UE/AELE, cette autorisation est sous réserve d'un contingent jusqu'en 2011. Elle peut aussi être délivrée pour un maximum de 18 mois, à des jeunes stagiaires âgé de 18 à 30 ans et ayant terminé une formation professionnelle.¹⁸
- **L'autorisation de séjour B** : Elle est délivrée aux étrangers ayant un contrat de travail à durée indéterminée ou de 12 mois au moins. Les personnes sans activités lucratives doivent prouver qu'elles peuvent recourir à leurs besoins et qu'elles sont couvertes par une assurance maladie complète. L'autorisation est valable 5 ans et renouvelable si le travailleur n'a pas été en situation de chômage sur une durée de plus d'une année consécutive.
- **L'autorisation d'établissement C** : Elle est d'une durée indéterminée et peut être délivrée après un séjour ininterrompu de 5 ans (10 ans pour les ressortissants des douze derniers Etats membre de l'UE).

Pour les non-ressortissants de l'UE/AELE on retrouve les mêmes types de permis mais avec d'autres conditions d'acquisition et d'autres droits :

- **Permis L** : Il est octroyé aux personnes bénéficiaires d'un contrat de travail en Suisse pour une période d'une année au maximum. Ce contrat doit répondre aux exigences de l'ordonnance sur la limitation des étrangers (OLE art. 7 à 11 ; priorité aux travailleurs indigènes et aux travailleurs UE/AELE). La durée du permis dépend de celle du contrat de travail et peut être prolongée au maximum pour une période ne dépassant pas 2 ans au total et si l'étranger ne change pas de patron. Il peut aussi être délivré pour un maximum de 18 mois, à des jeunes stagiaires âgé de 18 à 30 ans et ayant terminé une formation professionnelle.
- **Permis B** : Il est valable une année et renouvelable sous certaines conditions. Les places de travail sont sous réserve d'un contingent et la priorité est

¹⁷ Les informations sur les permis proviennent de: Office fédéral des migrations « séjour » in Office fédéral des migrations (En ligne) Adresse URL: <http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/aufenthalt.html> (Page consultée le 31 août 2007)

¹⁸ On peut comparer ce permis à l'ancien permis A saisonnier car il ne donne pas droit au regroupement familial et est de courte voire très courte durée.

donnée aux travailleurs indigènes et aux travailleurs UE/AELE (OLE art 7 à 11). Autrement dit, seuls les travailleurs ayant une activité très spécifique sont admis. Les réfugiés statutaires obtiennent un permis B et « peuvent travailler sans être soumis aux prescriptions du marché du travail ni aux contingents »¹⁹.

- **Permis C** : Il est d'une durée indéterminée. Il s'obtient après un séjour régulier et ininterrompu de 5 ans pour les réfugiés statutaires ou 10 ans pour les autres.

Auxquels s'ajoutent :

- **Le permis N** pour requérants d'asile : Il est délivré aux personnes étant en cours de procédure pour une demande d'asile. C'est un permis de résidence et il donne droit à travailler seulement sous certaines conditions (priorité aux indigènes, contingentement selon la conjoncture économique, limitation à certaines branches...) et après les trois ou six premiers mois de son octroi. Il est valable une année et se renouvelle tant qu'aucune décision n'a été prise par les autorités compétentes.
- **Le permis F** pour les personnes admises provisoirement : Il est délivré aux personnes « qui sont sous le coup d'une décision de renvoi de Suisse mais dont l'exécution se révélerait illicite (violation du droit international public), inexigible (mise en danger concrète de l'étranger) ou matériellement impossible (pour des motifs techniques d'exécution) »²⁰. Il peut être délivré pour une période d'une année. Sous certaines conditions, il est renouvelable et donne droit à une activité salariée. « Le conjoint et les enfants célibataires de moins de 18 ans des personnes admises provisoirement peuvent bénéficier du regroupement familial et du même statut, au plus tôt trois ans après le prononcé de l'admission provisoire, à condition qu'ils vivent en ménage commun, qu'ils disposent d'un logement approprié et que la famille ne dépende pas de l'aide sociale »²¹.
- **Le permis S** pour les personnes à protéger : Il est délivré à des groupes de personnes dont la Suisse estime nécessaire de protéger collectivement. Les restrictions au marché de l'emploi sont les mêmes que pour le permis N. Il est

¹⁹ ARTIAS Association Romande et Tessinoise des Institutions d'Action sociale. « Droit d'asile et statut de réfugié » In GSR – Guide social Romand (En ligne). Adresse URL : <http://www.guidesocial.ch/fr/fiche/94/#2> (Page consultée le 12 novembre 2007)

²⁰ Office fédéral des migrations « livret F (pour étrangers admis provisoirement) » in Office fédéral des migrations (En ligne) Adresse URL : http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/aufenthalt/die_verschiedenen/ausweis_f_vorl_aeufig.html (Page consultée le 31 août 2007)

²¹ ORGANISATION SUISSE D'AIDE AUX RÉFUGIÉS « disposition de la Letr pertinente en matière d'asile » in osar (En ligne) Adresse URL : http://www.osar.ch/2006/06/22/060531_letr_et_asile (Page consultée le 14 novembre 2007)

limité jusqu'à la levée de la protection. Depuis son introduction en 1999, il n'a jamais été utilisé.

Ainsi, lorsque nous parlons, dans ce travail, d'immigrés extra-européens nous entendons les personnes provenant du « deuxième cercle » de migration fixé par la politique migratoire suisse. C'est-à-dire toutes celles qui ne font pas parties des pays compris dans les accords de libre circulation entre UE/AELE et la Suisse. Les personnes provenant de l'ex-Yougoslavie, sauf la Slovénie qui fait partie de l'UE, font donc parties des pays du « deuxième cercle ». La Roumanie et la Bulgarie ne sont pas encore comprises dans les accords de libre circulation entre l'UE et la Suisse. Elles font donc aussi parties des pays dit extra-européens dans ce travail.

Comme nous venons de le voir, cette migration extra-européenne se distingue de celle venant du « premier cercle » entre autres par le fait qu'elle est sous un régime plus strict d'admission à l'entrée et d'acquisition de droits dans la société suisse (exemple : droit au travail). De ce fait elle est souvent plus précarisée et vit plus souvent dans l'illégalité. Comme nous le verrons plus tard, elle peut se situer à un niveau « plus bas » de la citoyenneté. Cependant, on ne peut généraliser. Il est vrai que des extra-européens qualifiés ou en Suisse depuis un certain temps peuvent avoir une meilleure situation socio-économique et des statuts plus stables que certaines personnes venant d'un des nouveaux pays membre de l'UE ou même de pays comme le Portugal ou l'Espagne. Dans son rapport sur les migrants sans permis de séjour à Lausanne, Valli²² observe qu'il existe chez les sans-papiers d'anciens saisonniers Portugais et Espagnols ainsi que des nouveaux saisonniers provenant des nouveaux pays membres de l'UE comme la Pologne ou la Tchéquie. Mais selon Valli et selon une étude de l'institut de recherche gfs.berne²³, le nombre de personnes au statut irrégulier provenant de ces pays devrait diminuer avec les accords sur la libre circulation. Nous constatons donc que lorsque nous parlons de personnes extra-européennes ou étrangères en général, nous avons à faire à une population très hétérogène tant au niveau des permis qu'au niveau des situations socio-économiques. Dans ce travail, nous concentrerons notre attention sur les associations dont les activités profitent à des personnes provenant de pays extra-européens (sauf le Canada, les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-zélande).

Nous avons établi ce cadre où nous excluons ces pays extra-européens post-industriels, car d'une part ce sont des pays d'immigration et non d'émigration et d'autre part nous nous sommes référé au constat établi dans le travail de recherche

²² VALLI, M. *Les migrants sans permis de séjour à Lausanne*, municipalité de Lausanne, 2003, p. 23, 24

²³ LONGCHAMP, C. (et al.). *Sans-papiers en Suisse : c'est le marché de l'emploi qui est déterminant, non pas la politique d'asile*, gfs.berne, 2005

de Pirinoli²⁴ sur l'identité des réfugiés chiliens dans le canton de Vaud. Il en résulte que ce qui a été déterminant dans l'attribution d'un statut stable de réfugié pour une partie de ces exilés Chiliens fut l'appartenance à une catégorie socio-professionnelle élevée et non la situation du pays d'origine. Pour la politique d'asile Suisse, un réfugié économique, autrement dit une personne pauvre, est un « faux réfugié ». Ce que repousse la société suisse n'est pas le soi-disant profiteur ou abuseur mais la pauvreté. En effet comme le dit Pirinoli « Ne peut-on voir dans le fait de rejeter les réfugiés, sous prétexte qu'ils sont issus de pays pauvres, le reflet de l'exclusion, au sein même de notre société, des catégories indigentes »²⁵ ?

Décrivons à présent, les procédures par lesquelles doit passer une personne migrante pour obtenir l'asile²⁶. Pour pouvoir entrer en Suisse elle doit présenter une pièce d'identité ou un passeport dans les 48 heures ou rendre vraisemblable sa qualité de réfugié selon la définition de l'article 3 de la loi sur l'asile cité plus haut. Sur avis de l'Office fédérale des migrations, elle est refoulée si elle ne présente pas ces pré requis. Après son entrée en Suisse, elle doit déposer sa demande dans les 24 heures auprès de l'un des quatre centres d'enregistrement où elle y sera hébergée, le temps de passer un premier entretien. Ce séjour peut durer de 5 à 10 jours. Si les motifs sont acceptés, c'est-à-dire, qu'elle n'est pas frappée d'une non entrée en matière (NEM), elle recevra un permis N et sera attribuée à un canton selon une répartition convenue entre les cantons. Il n'est pas possible de recourir contre cette attribution. Le temps d'analyse et de réponse à sa requête peut durer quelques mois voire plusieurs années. Durant cette période, elle devra passer encore un ou plusieurs entretiens pour prouver sa qualité de réfugié. Le premier entretien aura lieu dans les 20 jours ouvrables qui suivent l'attribution au canton. L'audition est faite par l'autorité cantonale compétente. À la suite de ces entretiens et de ce temps d'attente, les personnes dont la demande n'est pas acceptée peuvent encore faire un recours au Tribunal fédéral. Si celui-ci est refusé, elles sont frappées d'un renvoi. Cependant la Suisse n'a pas toujours la possibilité de refouler ces personnes. C'est le cas lorsqu'il n'existe pas de pays qui veuille les accepter, lorsqu'un renvoi les expose à un danger certain ou lorsqu'ils n'ont pas les papiers nécessaires pour voyager. Dans ces cas, l'Office fédéral des migrations accorde un permis F. Si le renvoi redevient possible, ce permis peut être retiré et le renvoi prononcé. Après une décision de non

²⁴ PIRINOLI C. *Réfugiés chiliens dans le canton de Vaud: qui sont-ils devenus?* Université de Lausanne Institut d'anthropologie et de sociologie, 1997, 137 p.

²⁵ Ibid, p. 20

²⁶ On se réfère dans ce paragraphe aux informations trouvées dans les documents suivants :

- MOCK, F. *Enquête dans le centre d'enregistrement des requérants d'asile de Vallorbe (Vaud)*, université de Neuchâtel, 2004
- Guide Social Romand « Droit d'asile et statut de réfugié » In GSR (En ligne). Adresse URL : <http://www.guidesocial.ch/fr/fiche/94/#2> (Page consultée le 12 novembre 2007)
- VALLI, M. *Les migrants sans permis de séjour à Lausanne*, municipalité de Lausanne, op.cit.

entrée en matière ou un refus de l'asile, certaines personnes restent en Suisse sans statut légal. Des estimations affirment que 50% des requérants déboutés de l'asile disparaissent sans laisser de traces officielles. D'autres estimations disent qu'environ la moitié de ces personnes « disparues » restent en Suisse durant une certaine période impossible à déterminer²⁷. Elles iront grossir les rangs des « travailleurs migrants sans autorisation de séjour »²⁸ appelés plus communément « sans-papiers ». Par contre, si leur demande d'asile est acceptée elles recevront un permis B pour réfugié qui leur permettra de travailler sans être soumis aux prescriptions du marché du travail ni aux contingents et, après 5 ans, de faire une demande d'établissement.

Si l'on résume donc la politique d'admission des étrangers ne provenant pas de l'espace UE/AELE, on dira que seul les personnes disposant de qualifications professionnelles particulières²⁹ ou certains requérants d'asile³⁰ peuvent accéder à un droit de séjour. Cela signifie aussi la présence en Suisse d'une certaine quantité de personnes au statut illégal. Selon une étude mandatée par l'Office fédéral des migrations, ils étaient entre 80 et 100 mille durant l'été 2004³¹. Valli évoque une recherche d'Efionayi et Cattacin (2001) qui mentionne un chiffre situé entre 150 et 300'000 personnes se trouvant dans cette situation en Suisse.³²

2.2. Définition du concept d'intégration

Tout d'abord, on pourrait expliquer l'intégration en utilisant des antonymes comme exclusion ou ségrégation. Si ceux-ci signifient isolement et séparation de personnes, de groupes sociaux ou de collectivités par rapport aux autres membres d'une société, alors l'intégration serait le rapprochement entre les uns et les autres. Ce rapprochement de deux entités est engendré par des liens. Cependant ces liens n'impliquent pas une annihilation des différences, une assimilation, mais plutôt un « vivre ensemble », un côtoiement régulier qui empêche les divisions et l'indifférence. On trouve en fait ici le débat entre les thèses assimilationnistes et multiculturalistes. Les premières distinguent l'intégration de l'assimilation par le fait que celle-là serait l'acquisition individuelle d'un statut socio-économique valorisé et

²⁷ VALLI, M. *Les migrants sans permis de séjour à Lausanne*, municipalité de Lausanne, op. cit., pp. 21-22

²⁸ Ibid, p. 15

²⁹ justifiant l'octroi d'un permis B ou d'un permis de séjour de courte durée en qualité d'étudiants ou d'artistes de cabaret par exemple.

³⁰ ayant la possibilité et les capacités de prouver et justifier le fondement de leur demande et dont la situation du pays est reconnue comme justifiant cette demande.

³¹ LONGCHAMP, C. (et al.). *Sans-papiers en Suisse : c'est le marché de l'emploi qui est déterminant, non pas la politique d'asile*, op.cit.

³² VALLI, M. *Les migrants sans permis de séjour à Lausanne*, op.cit., p. 27

reconnu. Tandis que celle-ci serait l'acquisition de l'identité nationale du pays de résidence par l'intériorisation de ces normes et valeurs. Dans cette pensée, ces deux notions sont étroitement liées et dépendantes l'une de l'autre. Pour les défenseurs de ces thèses, l'assimilation serait l'unique issue à l'exclusion, au rejet et à la discrimination des populations allogènes. Toutes expressions identitaires différentes des sociétés industrialisées et urbanisées sont vues comme dangereuses et incompatibles avec les valeurs universelles de la modernité³³.

Les observations faites sur le terrain ne démontrent pas, selon Bolzman, la nécessité d'opposer ces deux thèses ni de lier l'intégration à l'assimilation. Pour lui il s'agit bien plus de penser une nouvelle citoyenneté qui ne soit pas liée à la question de l'assimilation culturelle « puisqu'il s'agit de deux phénomènes distincts. »³⁴ Il est nécessaire que l'accent soit mis sur un changement structurel et idéologique de la part des sociétés d'accueil. Ce sont souvent en leur sein que se trouvent des barrières structurelles et institutionnelles à l'intégration. Certaines d'entre elles empêchent par exemple l'accès aux droits politiques - entre autres par leur conception de la nationalité et du lien qu'elles lui attribuent avec la citoyenneté - à des générations qui n'ont jamais vécu ailleurs que chez elles. Elles sont souvent lentes à soutenir des initiatives d'associations d'immigrés. Par exemple, lorsque ces dernières offrent des prestations d'interprétariat culturel qui pourraient permettre de réduire les barrières de la langue dans des domaines comme la santé, l'éducation ou le social. Elles sont réticentes à accorder un statut stable à nombre de migrants. Ce qui « génère chez beaucoup d'entre eux une incertitude quant à un avenir à construire, engendre une paralysie des ressources, une dépendance aux institutions et donc des obstacles à l'intégration »³⁵. Elles peinent aussi à légiférer ou à avoir un regard critique sur l'existence de discriminations et de réactions racistes en leur sein. Ce sont elles encore qui conçoivent toutes identités différentes à celles dominantes comme un problème et comme incompatible avec les valeurs des sociétés modernes et avec l'intégration. Elles voient les identités comme figées et uniques. Tout est centré sur le culturel alors que nous avons tous diverses appartenances comme celles de genre, de classe sociale, de classe professionnelle, d'âge, de confession, idéologique... qui peuvent être partagées par la même personne dans différents groupes et avec différentes personnes. À ce sujet, une critique de Catherine Neveu à propos de cette fixation sur le problème culturel nous paraît très pertinente : « ... le défaut d'une analyse en terme de distance culturelle est qu'elle tient cette distance pour objectivement mesurable sur la base de données concrètes. Du même coup, la distance est calculée par rapport à un point considéré comme fixe, la société

³³ BOLZMAN, C. *Construction européenne, assimilationnisme et citoyenneté*, op.cit.

³⁴ Ibid, p. 387

³⁵ THETAZ, P. *Pratiques de solidarités par des migrants évaluation des projets : AVIC « Langues et cultures »*, *Thé-discussion*, KALKAL, Pluri-Elles, Université de Neuchâtel, 2005, p. 59

dominante, et la position respective des populations immigrées mesurée sur un index allant de l'hétérogénéité complète à l'homogénéité totale, en passant par l'acculturation, l'intégration et l'assimilation d'une culture traditionnelle à une culture moderne, voire à *la* culture. Cette échelle est de celle que l'on ne peut que monter, jamais descendre, avec ce que cela implique d'évolutionnisme ; elle ne laisse [...] aucune place aux modifications réciproques ouvertes par les situations de contacts, le point fixe de la société dominante n'étant absolument pas sujet à transformations »³⁶.

En discriminant par l'identité culturelle le groupe dominant pousse les groupes dominés à se réfugier derrière leurs identités. Stigmatisées, ces appartenances détruites et péjorées seront récupérées, cultivées et revalorisées par les groupes dominés. Elles leur serviront finalement de support pour revendiquer leurs droits, une reconnaissance, des prérogatives ou plus de participation³⁷. Ce phénomène a aussi été observé par Catherine Neveu dans sa recherche sur les liens entre communauté, nationalité et citoyenneté dans un quartier Bangladeshi de Londres³⁸. Rejetés, discriminés par les blancs pour leur appartenance, les Bangladeshis se retrouvent entre eux au sein d'associations pour cultiver et revaloriser leur culture et leur identité stigmatisée et lutter contre ces discriminations en cherchant à abattre les barrières institutionnelles et structurelles. Ces associations jouent un rôle de pression sur l'Etat, de négociation et de promotion d'un changement. Elles sont un intermédiaire entre la communauté et les pouvoirs publics. Elles favorisent encore l'accès de certains des leurs à des postes de pouvoir dans des institutions étatiques. Cela permet à la communauté de se valoriser en s'identifiant à ces institutions et en ayant des relations verticales avec certains de leurs propres membres.

Ainsi on pourrait, dans un premier temps, dire que l'intégration peut être favorisée par l'affirmation de ces identités lorsqu'elles stimulent la mobilisation revendicative et la création de liens conflictuels ou coopératifs, entre plusieurs acteurs (étatiques ou associatifs par exemple). Pour évaluer l'intégration il faudrait alors analyser ces liens, leurs qualités, ce qu'ils apportent et avec quelles entités ils existent. La recherche menée par le « groupe de recherche migrations-Genève » sur la participation sociale des associations³⁹ pourrait nous aider dans cette entreprise. Les auteurs tentent en effet d'analyser la participation sociale des associations d'immigrés en recensant les relations qu'elles entretiennent avec d'autres groupes et institutions. Ces relations sont classées de trois manières. D'abord ils distinguent les liens avec les

³⁶ NEVEU, C. *Communauté, nationalité et citoyenneté*, Karthala, 1993, p.42

³⁷ BOLZMAN, C. *Construction européenne, assimilationnisme et citoyenneté*, Centre Europe-Tiers Monde, op.cit.

³⁸ NEVEU, C. *Communauté, nationalité et citoyenneté*, op.cit.

³⁹ BARDET-BLOCHET, A. (et al), *Les associations d'immigrés : Repli ou participation sociale ? L'exemple de Genève*. Centre de Contact Suisses – Immigrés et Groupe de recherche migrations-Genève, 1988, 79 p.

groupements de la société de résidence de ceux avec la société d'origine, ensuite les liens de type symbolique c'est-à-dire idéologiques, culturels ou sociaux et les liens pratiques permettant la réalisation d'activités concrètes. Finalement une distinction est faite entre les relations verticales avec les institutions étatiques et les relations horizontales avec d'autres groupes de la société civile. Cette analyse montre que les associations d'immigrés à Genève participent socialement car elles entretiennent des liens nombreux de type symbolique et pratique avec différents groupes et institutions des deux sociétés.

Toujours selon cette analyse, il existe deux types de participation en milieu associatif. La première est celle des individus à la vie de l'association. La deuxième est celle de l'association dans le milieu extérieur, dans son réseau. En lien avec cette seconde forme de participation, Lockwood définit l'intégration sociétale comme « la capacité de créer ponctuellement des liens sociaux et fonctionnels entre les différents groupes et sous-systèmes d'une société »⁴⁰. Par leurs diverses activités, les associations sont poussées à créer ces liens. Par exemple, fonctionnellement, une association d'immigrés qui veut organiser un tournoi de foot devra contacter le club local pour lui demander la location du terrain et/ou du matériel. Elle pourra aussi contacter d'autres associations et/ou institutions pour, par exemple, faire connaître sa manifestation et rassembler du monde ou, pour ce qui est des liens symboliques, pour faire passer un message comme la tolérance ou l'interculturalité ou pour présenter une culture, un pays. Souvent encore, les associations cherchent des aides étatiques notamment financières. Tous ces liens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par les associations favorisent donc une intégration sociétale des groupes de migrants dans la société d'accueil.

Une étude de Marengo et Racine⁴¹ sur le monde associatif à Lausanne parle d'une évolution du tissu social et des liens qui le compose. Elle explique d'abord que durant les „trente glorieuses“ nos sociétés modernes basées sur l'échange marchand de la sphère privée et la redistribution étatique de la sphère publique ont perdu la capacité de créer du lien social et de concevoir la participation sociale en dehors du monde du travail. En réponse à la crise des années septante et la croissance du chômage, le monde associatif a favorisé l'occupation et la participation des nouveaux exclus à travers de nouveaux modes de relations basées notamment sur l'échange, le bénévolat ou le don. Dans les sociétés traditionnelles où les valeurs fondamentales de la famille, du clan, des institutions étatiques et ecclésiales étaient

⁴⁰ In CATTACIN, S. *Migration et Association La vie associative des migrants – une exploration de leur rôle et développement en Europe occidentale*. Université de Genève Département de sociologie, 2007, p. 8

⁴¹ MARENGO, M., RACINE, J.-B. *De l'Etat Providence à la solidarité communautaire : le monde associatif à Lausanne (Agenda 21) Vers un nouveau projet de société locale*. Université de Lausanne, 2005, 242 p.

importantes, le tissu social était composé de liens forts⁴², durables mais peu nombreux et non choisis. Avec la croissance du modèle néolibéral, la réduction de l'Etat, l'individualisme... il existe un nouveau tissu social composé de liens faibles, mais qui peuvent être choisis et nombreux. Les relations engendrées par les activités du monde associatif permettent non seulement de répondre à la solitude des individus mais aussi par les liens collectifs des réseaux d'associations à une reconnaissance des groupes sociaux défavorisés et à une pérennité et une multiplication des liens sociaux qui composent ce nouveau tissu social. Ce dernier devient ainsi tout aussi résistant que le précédent mais plus par sa souplesse⁴³ que par la force de ses liens.

Ces associations permettent aussi une intégration individuelle et directe de leurs membres. En effet comme le déclare Catherine Neveu, « Une grande partie des populations issues de l'immigration, en particulier parmi lesdites « secondes générations », sont d'ores et déjà intégrées, au sens où elles sont engagées dans toute une série de pratiques sociales et politiques. La floraison d'associations et/ou de groupes locaux [...], avec toutes les difficultés qu'ils traversent, indique une volonté de prise en charge active, une « intégration » réelle, parfois même plus dynamique que celle d'un grand nombre de nationaux de « souche » »⁴⁴.

Claudio Bolzman en parlant de l'intégration dit « qu'elle implique la participation des membres d'un groupe social en tant que citoyens dans une société, autrement dit, en ayant les mêmes droits civils, économiques, sociaux, politiques et culturels que les autres. Elle implique également, d'un point de vue subjectif, le sentiment d'avoir une place reconnue dans la société, de faire partie de celle-ci »⁴⁵. Nous avons ici une nouvelle définition de l'intégration composée de deux parties. La première parle de participation citoyenne et la seconde de sentiment de reconnaissance. Nous allons les développer.

2.2.1.Participation citoyenne

Selon cette citation de Bolzman, la participation citoyenne dépend de plusieurs dimensions :

⁴² « La force d'un lien est définie comme une combinaison de la quantité de temps, de l'intensité émotionnelle, de l'intimité (la confiance mutuelle) et des services réciproques qui caractérisent ce lien. » (MARENGO, M., RACINE, J.-B., 2005, p. 99)

⁴³ Par souplesse, on pense ici à la quantité des liens et à la facilité et la rapidité de passer d'un à l'autre.

⁴⁴ NEVEU, C. *Communauté, nationalité et citoyenneté*, op.cit., p. 359

⁴⁵ BOLZMAN, C. Potentialités et dangers de l'approche interculturelle dans l'action sociale In : Jovelin, E. (éd.) *Le travail social face à l'interculturalité: comprendre la différence dans les pratiques d'accompagnement social* L'Harmattan, 2002, p. 100

- Les droits civils : Ce sont les droits basiques de la personne humaine exemple : droit au respect de la vie privée, droit à la liberté d'expression, d'association...
- Les droits économiques « qui concernent la production, la distribution, la consommation des richesses. »⁴⁶ Exemple : droit de travailler, d'acheter, d'emprunter, de contracter...
- Les droits sociaux : Santé, droit d'asile, sécurité sociale...
- Les droits politiques : Droits de vote, d'élire et d'être élu
- Les droits culturels : Droit à l'accès et à l'expression de la culture de son choix.

Le processus d'intégration est ainsi vu comme un chemin qui mène à l'égalité et au maintien de ces droits c'est-à-dire, selon Bolzman, à la citoyenneté.

La sédentarisation de populations immigrées dans un Etat providence qui associe en général les droits sociaux à l'activité économique et non pas à l'appartenance nationale remet en question le lien entre citoyenneté et nationalité.⁴⁷ Bolzman explique qu'il y a incongruence, c'est-à-dire une inégalité dans les différents domaines de la participation. Pour lui, ces domaines sont au nombre de quatre : économique, social, culturel et politique. Pour un grand nombre de travailleurs immigrés, la participation économique et sociale est déjà acquise au moins en partie. Les associations d'immigrés, comme nous le verrons plus bas, ont permis d'accéder à la participation culturelle par l'expression d'une identité régionale. L'incongruence consiste donc dans le fait que la participation politique n'est pas au niveau participatif des autres domaines. Cette incongruence peut générer un sentiment de frustration lorsque ce déséquilibre est perçu comme illégitime. De ce sentiment de frustration naissent les revendications et luttes⁴⁸.

Pour Catherine Neveu, ces revendications et luttes naissent aussi d'une réaction à un nationalisme discriminatoire. En effet, sa recherche montre entre autres que le droit de vote accordé aux populations immigrées en Grande-Bretagne, n'a pas éliminé les discriminations et le racisme. Ceux-ci proviennent selon elle d'une perte du pouvoir intégrateur de l'Etat. Elle explique en effet qu'après la seconde guerre et durant les premières grandes vagues de migration en Europe, les Etats possédaient plusieurs bannières intégratives pour les migrants comme l'identité d'ancien combattant, la lutte ouvrière ou le syndicalisme. De plus l'Etat providence, jusque dans les années septante, réunissait toute une frange de la population sous la bannière de la lutte contre la pauvreté et de l'ascension de l'échelle sociale par l'instruction publique, l'accès à des logements à loyers modérés... Les

⁴⁶ Définition du petit Robert

⁴⁷ BOLZMAN, C., FIBBI, R., VALENTE, L. *Les racines locales des immigrés, ou comment inventer une nouvelle citoyenneté*, Espaces et citoyenneté, 1992

⁴⁸ Ibid

revendications pour des droits sociaux avaient une chance d'aboutir. Depuis la crise des années septante, ces forces unificatrices s'effondrent avec la réduction de l'Etat. Petit à petit, il ne reste plus que le nationalisme comme force intégrative⁴⁹.

La société dominante de Grande-Bretagne ne réfute pas le droit de vote des immigrés. Cependant elle critique leur façon de voter ou de participer au pouvoir. Il y a, ici, volonté de dicter la manière de faire, d'enseigner à d'autres qui ne sauraient pas. Ce qui dérange surtout c'est l'investissement de l'espace public par les immigrés notamment à travers la création d'associations, c'est-à-dire, d'un espace social intermédiaire entre le privé et le public. Pour Jean Leca, « la citoyenneté n'existe que s'il y a un espace social entre le privé et le public »⁵⁰. Cette création d'associations est donc pour cette population un moyen de construire leur citoyenneté. Mais ce type de citoyenneté se pose en contradiction de celle conçue par nos sociétés modernes⁵¹. En effet, Selon Marengo et Racine, « La société moderne libérale a [...] conçu et instauré un régime d'égalité formelle qui sépare la sphère publique – des statuts civiques – de la sphère privée (la position économique d'un individu est séparée de son statut civique) »⁵².

En Suisse, les revendications de certaines associations d'immigrés se tournent vers le droit de vote et d'éligibilité au niveau local. Mais ces revendications sont plutôt l'apanage des associations d'immigrés européens. En effet, les extra-européens ont souvent un accès très limité (saisonnier, contingenté...) voir nul au marché du travail. Pour ces derniers, la citoyenneté est revendiquée à un autre niveau. Elle se concentre plutôt sur l'accès aux droits sociaux, culturels et économiques⁵³. En effet, la politique migratoire suisse à travers ses divers statuts juridiques crée une accessibilité échelonnée aux divers droits du citoyen. La citoyenneté se mesurerait à la quantité de prérogatives et de devoirs qu'une personne ou un groupe social détient vis-à-vis du reste de la société et de l'Etat. Tout au bas de l'échelle, on trouverait les sans-papiers ou les migrants fraîchement arrivés et logés dans un des quatre centres d'enregistrement de notre pays. C'est la situation que décrit Fabien Mock dans son enquête dans le centre d'enregistrement des requérants d'asile (CERA) de Vallorbe. Son exposé peut nous éclairer sur ce qu'est la citoyenneté par un exemple de non-citoyenneté. Pour lui, la citoyenneté est composée de quatre dimensions : culturelle, politique, civique et sociale. Dans son analyse, son regard privilégie la dimension culturelle de la citoyenneté des requérants d'asile du CERA.

⁴⁹ NEVEU, C. *Communauté, nationalité et citoyenneté*, op.cit.

⁵⁰ In : ibid, p. 62

⁵¹ Ibid

⁵² MARENGO, M., RACINE, J.-B. *De l'Etat Providence à la solidarité communautaire : le monde associatif à Lausanne (Agenda 21) Vers un nouveau projet de société locale*, op.cit., p. 15, 16

⁵³ THETAZ, P. *Pratiques de solidarités par des migrants évaluation des projets : AVIC « Lanques et cultures », Thé-discussion, KALKAL, Pluri-Elles*, op.cit.

Mais il montre finalement que pour ces personnes, toutes les dimensions sont « neutralisées » et que seul « un minimum de droits sociaux est maintenu dans le sens que les requérants sont « nourris » et « logés » »⁵⁴.

Nous voudrions encore ici compléter notre définition de la citoyenneté en réfléchissant sur une partie d'un texte écrit par deux travailleurs sociaux Argentins qui oeuvrent déjà depuis quelques années sur ce thème avec la collaboration d'organisations sociales de toute l'Argentine. Ils déclarent que : « Assumer la question de la citoyenneté suppose une série de délimitations et de précisions idéologiques et politiques. En premier lieu, transcender l'idée « normative » de citoyenneté, centrée sur les droits et devoirs et sa reconnaissance légale. Il s'agit de comprendre que la citoyenneté est l'essence de la constitution et le résultat de la création de sujets politiques en termes démocratiques, et de l'activation et l'intervention dans les conflits où cela arrive »⁵⁵. Autrement dit la citoyenneté est vue ici comme liée intrinsèquement à la participation des citoyens dans l'élaboration des lois, des codes qui régissent la vie en société. Elle dépend totalement du fait que tous les habitants d'une région donnée, individuellement ou par le biais d'associations, donnent leur avis, mettent leur nez, se jettent dans la bataille de l'élaboration de lois qui défendent les minorités et puissent faire en sorte que réellement la force de leur société se mesure au bien-être des plus faibles.

Comme pour Saïd Bouamama, il s'agit ici de dépasser « la conception classique de la citoyenneté basée sur les droits de l'homme »⁵⁶. Son défaut serait entre autres d'être « capacitaire » c'est-à-dire basée sur l'idée que la citoyenneté s'apprend. Pour ce dernier, « la démocratie ne s'apprend pas, [...] elle ne se limite pas à un stock de savoir ou de savoir-faire, mais [...] elle est d'abord et essentiellement un savoir-être, c'est-à-dire qu'elle s'apprend en se pratiquant »⁵⁷. Pour Catherine Neveu, « La citoyenneté correspond en effet à une activité, à un engagement des individus dans une collectivité de citoyens. Elle est à ce titre constitution d'un espace de relations, d'échanges, et le cas échéant de conflits »⁵⁸. Pour Marengo et Racine, est « citoyen tout individu qui vit, agit dans une société locale, sans aucune référence aux droits

⁵⁴ MOCK, F. *Enquête dans le centre d'enregistrement des requérants d'asile de Vallorbe (Vaud)*, op.cit.

⁵⁵ BORRI N., LARRAMBERE, F. Repolitizar la sociedad: Tarea pedagógica y desafío para la acción. *MAPAS organizaciones sociales y construcción de ciudadanía*, 2006, n° 1, p. 5 (traduction libre)

⁵⁶ in : NEVEU, C. *Communauté, nationalité et citoyenneté*, op.cit., p. 62

⁵⁷ Ibid, p. 358

⁵⁸ NEVEU, C. *Communauté, nationalité et citoyenneté*, op.cit., p. 380

politiques, acquis, à acquérir, etc. Pour nous le citoyen est un individu qui contribue, avec les autres citoyens, à construire la société locale. »⁵⁹

Ainsi la citoyenneté pourrait aussi se mesurer en observant la participation, l'engagement des citoyens d'une société donnée à l'élaboration des règles qui régissent leur « vivre ensemble ». Il faudrait donc dans ce cas observer les actions, les revendications, les actes posés pour intervenir dans l'élaboration des règles de vie en société, mais aussi leur intervention dans les conflits sous-entendus par l'élaboration de ces lois et dans la défense du respect des plus faibles.

2.2.2. Sentiment de reconnaissance

La deuxième partie de la définition de l'intégration de Bolzman citée plus haut, parle du sentiment de la minorité « d'avoir une place reconnue dans la société, de faire partie de celle-ci »⁶⁰. Dans ce travail, nous parlons de minorité et majorité non pas dans le sens numérique du terme mais dans le sens où les minorités sont « des groupes se trouvant dans une situation de moindre pouvoir du point de vue économique, juridique ou politique, alors que la majorité occupe une position hégémonique »⁶¹. Lors d'un entretien préparatoire avec la responsable d'une association d'immigrés, il a été constaté que cette personne avait un fort sentiment de non reconnaissance de l'existence des migrants de la part de la société de résidence. C'est pour cette raison que cette personne s'est engagée dans une association. Selon elle, cette non reconnaissance se constate par exemple à travers le manque de coopération des autorités et la lourdeur des démarches nécessaires pour obtenir un financement. Comme nous l'avons vu plus haut, lorsqu'une personne ou un groupe de personnes n'a pas les mêmes droits que le reste de la population pour des raisons estimées illégitimes, le sentiment de non reconnaissance surgira⁶². Autrement dit, tant que la citoyenneté ne sera pas accessible à tous, et que cette non accessibilité sera jugée comme illégitime il y aura des luttes pour la reconnaissance. La présidente de cette association pense que les activités de celle-ci peuvent permettre une meilleure reconnaissance de la part de la société d'accueil. En effet, dans l'évaluation de ce projet, il est mentionné que « le développement de

⁵⁹ MARENGO, M., RACINE, J.-B. *De l'Etat Providence à la solidarité communautaire : le monde associatif à Lausanne (Agenda 21) Vers un nouveau projet de société locale*, op.cit., p. 101

⁶⁰ BOLZMAN, C. Potentialités et dangers de l'approche interculturelle dans l'action sociale In : Jovelin, E. (éd.) *Le travail social face à l'interculturalité: comprendre la différence dans les pratiques d'accompagnement social*, op.cit., p. 100

⁶¹ ECKMANN, M., Identités minoritaires, majoritaires et diasporiques. *InterDIALOGOS*, 2003, n° 1, p.7

⁶² BOLZMAN, C., FIBBI, R., VALENTE, L. *Les racines locales des immigrés, ou comment inventer une nouvelle citoyenneté*, op.cit., p. 59, 60

l'association et le nombre d'interventions et d'institutions valaisannes « touchées » à ce jour pourraient contribuer à une transformation des regards sur le migrant »⁶³.

En fait, dans notre sujet de recherche, le concept de reconnaissance est lié à celui de l'égalité des droits. Il en est une conséquence. C'est le principe de l'égalité dont parle A. Honneth : « Chacun doit pouvoir sentir avoir les mêmes droits que les autres individus pour développer ainsi le sentiment de respect de soi »⁶⁴. Mais pour cet auteur, la reconnaissance dépend encore de deux autres principes : celui « de l'amour dans la sphère de l'intimité. L'amour (ou la sollicitude) désigne ici tous les rapports affectifs forts qui nourrissent les rapports amicaux, amoureux, familiaux. C'est grâce à l'expérience de l'amour que chacun peut accéder à la confiance en soi »⁶⁵. Et celui « de la solidarité dans la sphère de la collectivité. Pour pouvoir accéder au sentiment d'estime de soi, chacun, notamment dans le travail, doit pouvoir se sentir considéré comme utile à la collectivité, en lui apportant sa contribution »⁶⁶. Au sujet de la reconnaissance, A. Honneth déclare encore que « nous ne pouvons développer notre identité et une relation positive à nous-mêmes sans reconnaissance. Et sans cela, il ne peut y avoir intégration dans le système social. »⁶⁷

En conclusion, nous constatons que l'intégration d'un groupe dans une société dépend de la quantité et de la qualité des liens existants et des barrières institutionnelles et structurelles existantes ou non, mais aussi de la participation citoyenne et du sentiment de reconnaissance du groupe minoritaire. À partir de là il nous faut savoir entre autres, et pour répondre à notre question de départ, quels liens existent entre les différentes activités et objectifs des associations, les différents droits inhérents à la citoyenneté⁶⁸ et les différents principes dont dépend la reconnaissance.

2.3. Les associations d'immigrés en Suisse

2.3.1. L'Association : définition

Comme définition nous retiendrons d'abord celle de Martine Barthélémy qui dit que « L'association s'entend [...] comme un groupement qui, à partir de la sphère privée

⁶³ THÉTAZ, P., *Pratiques de solidarités par des migrants évaluation des projets : AVIC « Lanques et cultures »*, *Thé-discussion*, KALKAL, *Pluri-Elles*, op.cit., p.39

⁶⁴ In : HALPERN, C. Les conflits sociaux sont des luttes pour la reconnaissance. *Sciences humaines*, 2006, no 172, p. 39

⁶⁵ In : ibid

⁶⁶ In : ibid

⁶⁷ In : ibid

⁶⁸ c'est-à-dire les droits économiques, civils, sociaux, politiques et culturels

intervient dans l'espace public : elle repose sur des personnes privées, mais se distingue à la fois du marché et de la sphère intime et familiale, et de la sphère publique *stricto sensu* qui se limite au pouvoir étatique »⁶⁹. Cattacin définit l'association comme une « organisation non-étatique et non marchande (non-profit organizations) se reproduisant sur la base de règles formalisées (par exemple des statuts) »⁷⁰. En Suisse, la loi sur les associations se trouve dans les articles soixante et suivants du code civil suisse.

Nous avons trouvé encore de nombreuses définitions de ce terme. En premier lieu, ce qui émerge de toutes ces définitions c'est que l'association est un groupement de personnes indépendant de l'Etat, se réunissant autour de buts communs et non marchands. Dans ce sens, elle se situe dans la sphère du tiers secteur, c'est-à-dire entre la sphère privée et la sphère publique.

On parle déjà d'associations dans l'Antiquité. Au XIXème siècle, pour répondre à une fragmentation de la société due à l'industrialisation, l'associationnisme refait surface. Il est souvent lié à des partis ou à l'église. Après la deuxième guerre avec la croissance de l'Etat providence, on voit reculer ce modèle de solidarité. Ce n'est qu'après la crise des années 70, avec les politiques néolibérales qui entraînent un rétrécissement de l'Etat providence qu'on voit renaître le tiers secteur et ses organisations. Cette fois, elles ne sont plus rattachées à des partis ou à l'église, mais elles sont beaucoup plus indépendantes.

Différents auteurs cherchent à rendre compte des effets de l'associationnisme sur la dynamique sociétale. Certains « auteurs classiques (Tocqueville, Durkheim, Wirth, Warner, etc.) assignent aux associations plusieurs fonctions centrales pour le fonctionnement des sociétés modernes : 1. elles sont un puissant mécanisme d'intégration relationnelle et idéologique des personnes dans la société ; 2. elles permettent la formulation explicite de besoins sociaux latents et leur présentation en des termes adéquats dans les instances de décision publiques ; elles forment également un contrepoids à la puissance de l'État face aux individus atomisés ; 3. elles contribuent décisivement à la formation des élites politiques ; 4. elles favorisent, par leurs multiples interconnexions, fédérations, alliances, la définition de priorités sociales. »⁷¹ Cette définition de Kellerhals, tirée du dictionnaire de Social info, nous dit encore que les personnes précarisées et marginalisées sont beaucoup moins

⁶⁹ In : MARENGO, M., RACINE, J.-B. *De l'Etat Providence à la solidarité communautaire : le monde associatif à Lausanne (Agenda 21) Vers un nouveau projet de société locale*, op.cit., p. 23

⁷⁰ CATTACIN, S. *Migration et Association La vie associative des migrants – une exploration de leur rôle et développement en Europe occidentale*, op.cit., p. 7

⁷¹ SOCIAL INFO. « Politiques et action sociales en Suisse latine » (En ligne). Adresse URL : <http://www.socialinfo.ch/> (Page consultée le 6 décembre 2007)

représentées dans les associations alors que ce sont elles qui auraient le plus besoins des effets intégrateurs de l'associationnisme.

En fait, il ressort d'une étude de Cattacin sur la vie associative des migrants, que les effets politiques, économiques et identitaires de la vie associative sur la dynamique sociétale sont ambivalents. C'est pourquoi, « il faut entrer dans une logique de différenciation. Différencier les moments historiques, différencier les types d'associations. »⁷². Nous commencerons donc par une typologie puis nous continuerons avec un historique de l'associationnisme migrant en Suisse.

2.3.2. Typologie

Dans l'étude réalisée par le groupe de recherche Migrations-Genève, on trouve une catégorisation des objectifs et des activités des associations d'immigrés⁷³. Quatre types de finalités sont retenues. Les finalités *affectives* c'est-à-dire, favoriser la sociabilité et l'expression des individus participants à l'association à travers des réunions, des rencontres, des échanges ou des discussions. Les finalités *fonctionnelles* c'est-à-dire rechercher à satisfaire les besoins de la vie quotidienne des immigrants demandant de l'aide en y répondant directement ou en contactant des institutions sociales et/ou des services ad hoc. Les finalités *culturelles* c'est-à-dire favoriser l'expression de la communauté en mettant en valeur une identité commune. Les finalités *d'influence* c'est-à-dire satisfaire les revendications de l'association en établissant « des relations coopératives ou conflictuelles avec d'autres groupes (plan horizontal) et/ou avec des institutions (plan vertical) »⁷⁴.

Trois types d'activités sont retenues. Les activités *relationnelles* qui regroupent les activités récréatives et les activités sportives. Elles sont un outil à la réalisation des finalités affectives. Les activités *symboliques* qui regroupent les activités culturelles-éducatives (folklore, cinéma, conférence, cours de langue...) et les activités politiques (revendications, pétitions, meeting, solidarité...). Les activités culturelles-éducatives permettent la réalisation des finalités culturelles et les activités politiques permettent la réalisation des finalités d'influence. Le troisième type d'activités regroupe les activités d'entraide (par exemple, aider à trouver un logement, à remplir sa feuille d'impôts, à établir un permis...) et d'information (pour les assurances, permis de séjour,...) se sont les activités *pratiques*. Elles permettent la réalisation des finalités fonctionnelles.

⁷² CATTACIN, S. *Migration et Association La vie associative des migrants – une exploration de leur rôle et développement en Europe occidentale*, op.cit., p. 8

⁷³ BARDET-BLOCHET, A. (et al). *Les associations d'immigrés : Repli ou participation sociale ? L'exemple de Genève*, op.cit., 1988

⁷⁴ Ibid, p. 24.

À présent, notre idée serait de mettre en lien les différentes finalités et activités des associations avec les droits du citoyen et les principes dont dépend la reconnaissance. Nous obtenons ainsi le tableau suivant :

Tableau 1 : Associations, citoyenneté et reconnaissance

Activités	Finalités	Les droits de citoyenneté	Les principes de la reconnaissance
<i>Relationnelles</i>	Affective	Civils	Amour, confiance en soi
<i>Symbolique : culturelles-éducatives</i>	Culturelles	Culturels	Solidarité, estime de soi Égalité, respect de soi
<i>Symbolique : politiques</i>	Influence	Politique, civils, culturels, économiques, sociaux	Égalité, respect de soi Solidarité, estime de soi
<i>Pratique : entraide, information</i>	Fonctionnelles	Sociaux, civils, économiques	Egalité, respect de soi Solidarité, estime de soi

Les activités de types relationnelles et les finalités affectives utilisent d'une certaine manière les droits civils puisqu'elles nécessitent le droit de se réunir. Dans ce sens, elles mettent en valeur et promeuvent en partie ces droits. Mais même si elles ne demandent pas directement et totalement ceux-ci, elles ne perdent pas pour autant leur importance au niveau de l'intégration. En effet elles permettent comme nous l'avons vu précédemment, la création de liens interindividuels qui empêchent l'isolement et des rapports amicaux qui font accéder à la confiance en soi.

Comme nous l'avons vu plus haut, les finalités culturelles favorisent l'expression de la communauté en mettant en valeur une identité commune. Elles permettent à cette communauté de « se sentir considérée comme utile à la collectivité, en lui apportant

sa contribution »⁷⁵ culturelle. C'est par exemple le cas lors de fêtes multiculturelles où les communautés étrangères peuvent s'exprimer à travers la confection de repas, la présentation de danse et de musique. En cela, ces finalités favorisent la solidarité et l'estime de soi. Elles favorisent aussi l'égalité et le respect de soi en permettant aux immigrés d'exprimer leur culture comme les autres.

Les finalités d'influences permettent l'accès à plus de droits et de participation donc aux principes d'égalité et de solidarité. Les finalités fonctionnelles favorisent l'accès aux droits sociaux et économiques et donc aux principes d'égalité et de solidarité.

En général, les associations n'ont pas exclusivement un champ d'activité ou de finalités. Cependant on peut les catégoriser par rapport au degré d'importance qu'elles accordent à l'une ou l'autre des finalités⁷⁶.

2.3.3. Historique⁷⁷

À Genève, on trouve déjà quelques associations d'immigrés italiens un peu avant la première et la deuxième guerre mondiale⁷⁸. Mais c'est surtout après celles-ci que les associations se développent. En effet, la situation économique de la Suisse dans l'après-guerre favorise l'arrivée massive d'immigrants italiens et espagnols. Dans un premier temps, ils constituent des groupes à finalités affectives et fonctionnelles pour répondre aux besoins les plus urgents. Tant que la migration reste provisoire, leurs revendications s'adressent principalement au pays d'origine. Quelques institutions provenant de milieux proches des églises offrent aux migrants des soutiens individuels pour répondre à leurs problèmes sociaux rencontrés en Suisse. Des associations d'immigrés proches des milieux de gauche se joignent à elles pour adresser des revendications politiques au niveau national.

Vers la fin des années 60, impulsées par les mouvements sociaux, ses organisations se développent et se renforcent. Les associations d'immigrés prennent donc des finalités d'influences au niveau national. Pour adresser leurs revendications, elles utilisent des intermédiaires politiques. Malheureusement ces derniers sont tributaires du jeu politique et laissent tomber les associations lorsqu'elles ont des risques de

⁷⁵ HALPERN, C. Les conflits sociaux sont des luttes pour la reconnaissance. *Sciences humaines*, op.cit., pp. 38-40

⁷⁶ BARDET-BLOCHET, A. (et al), *Les associations d'immigrés : Repli ou participation sociale ? L'exemple de Genève*, op.cit., p. 23

⁷⁷ Ce qui nous intéresse ici, c'est de voir l'évolution des activités, des rôles et des objectifs des associations d'immigrés depuis leur début jusqu'à nos jours. Ce chapitre s'inspire des lectures suivantes : (Bolzman, C., Fibbi, R., Valente, L., 1992), (Chaudet, I., 1999) et (Gatugu, J., 2004)

⁷⁸ BARDET-BLOCHET, A. (et al), *Les associations d'immigrés : Repli ou participation sociale ? L'exemple de Genève*, op.cit., p.13

perdre un électorat. Un exemple flagrant fut celui de l'initiative « être solidaire » qui proposait une abolition du statut de saisonnier et qui fut rejetée par le peuple le 5 avril 1981. Un autre échec fut celui d'une pétition fédérale demandant le droit de vote cantonal et communal. Celle-ci avait été lancée par deux fédérations d'immigrés sans l'aide d'intermédiaire.

Après ces échecs, les années 80 voient les associations d'immigrés se détourner du champ politique et opter pour des finalités culturelles, affectives et fonctionnelles. Elles délaissent aussi le champ national et concentrent leurs activités au niveau local. Elles entretiennent des liens avec la région d'origine, se construisent ainsi une identité régionale et se concentrent sur leurs propres ressources. Pour les associations d'immigrés européens, ce changement d'orientation a permis une certaine reconnaissance de la part de la société de résidence locale. En effet, grâce à la remise en cause du lien entre la nationalité et la citoyenneté, la construction d'une identité régionale et la durée de la migration, l'absence des droits politiques pour les immigrés espagnols, Italiens et Portugais est devenue incohérente pour une bonne partie de l'opinion publique⁷⁹. Ainsi dans le courant des années 90, les associations d'immigrés européens réinvestissent le champ politique au niveau régional. Les étrangers porteurs d'un permis C acquièrent des droits civiques au niveau communal dans certains cantons.

Cet historique ne concerne pas directement les associations d'immigrés extra-européens. De plus l'immigration extra-européenne a ces particularités. D'une part, elle est récente. Elle débute dans les années 80. Les derniers arrivés sont souvent les moutons noirs de l'opinion populaire. Ils ne bénéficient donc pas de la reconnaissance de la population nationale. Comme nous l'avons vu plus haut, les lois suisses sur l'immigration ne permettent presque jamais à une personne extra-européenne d'entrer en Suisse pour d'autres motifs que celui de l'asile. Ceci engendre la clandestinité. Les conditions de vie de ces migrants sont souvent des plus précaires. Les besoins sont donc bien différents. Une autre différence est la relation avec le pays d'origine. Ces migrants étant la plupart du temps des réfugiés ou des clandestins, ils n'ont bien souvent plus de liens avec leur pays d'origine. Pour ces raisons, les finalités des associations de migrants extra-européens ne sont pas d'influence mais plutôt affectives, culturelles et fonctionnelles. Ces associations cherchent à répondre à des besoins quotidiens et urgents. Nous pouvons ici faire une comparaison avec l'étape des années 80 des associations européennes. Il est intéressant de constater que les expériences de cette époque faites par les associations d'immigrés européens, ont permis la création d'une identité, le développement de ressources personnelles et d'une autonomie. Même si cela ne semblait pas, les années où la finalité d'influence fut délaissée ont été fructueuses.

⁷⁹ BOLZMAN, C., FIBBI, R., VALENTE, L. *Les racines locales des immigrés, ou comment inventer une nouvelle citoyenneté*, op.cit.

Ainsi comme le dit Gatugu : « L'associatif apparaît comme un facteur important de socialisation, un lieu de ressourcement identitaire et une œuvre de solidarité, un lieu d'apprentissage de pratiques démocratiques source d'occupation pour une catégorie de la population en partie exclue du marché de l'emploi »⁸⁰. Les autres activités et finalités que celles d'influence semblent donc avoir leur importance dans le processus d'intégration. Elles sont aussi une étape vers le champ des finalités d'influence. Elles permettent encore, de prendre une certaine assurance par la création d'une nouvelle identité non-stigmatisée - c'est l'exemple des associations régionales espagnoles et italiennes qui revendiquent une identité régionale comme refus de l'appartenance au groupe dominé d'immigrés - ou par la revalorisation d'une identité stigmatisée. C'est l'exemple des luttes des Noirs américains (« Black is beautiful », « I'm black and I'm proud »). C'est un chemin vers cette reconnaissance qui permettra la légitimation de l'acquisition de nouveaux droits, de nouvelles prérogatives, d'une plus grande participation citoyenne.

3. Situation des immigrés extra-européens en Valais

Selon le recensement fédéral de la population de 2000 de l'Office fédéral de la statistique, on dénombre 47'043 personnes de nationalité étrangère en Valais. À la fin août 2007 il y a 55'883 personnes étrangères en Valais y compris les réfugiés statutaires et les permis de courte durée égal ou supérieur à 12 mois, mais non-compris les requérants d'asile et les personnes avec un permis d'une durée plus courte que 12 mois⁸¹. Les personnes avec un permis F ne seraient donc pas comprises dans ce calcul puisque selon la loi⁸², l'admission provisoire ne peut être prononcée pour une durée de plus de 12 mois. Dans tous les cas les personnes admises provisoirement en Valais étaient au nombre de 944 au 31 décembre 2006. Il faut ajouter à cela 502 requérants d'asile et 291 personnes dans le processus d'exécution du renvoi⁸³. Ce qui nous donnerait un total de 57'620 personnes

⁸⁰ GATUGU, J. Associations issues de l'immigration en Belgique : définition, typologie, enjeux, problématiques In: GATUGU, J., AMORANITIS S., MANÇO, A. *La vie associative des migrants : quelles (re)connaissances ?* L'Harmattan, 2004, p. 19

⁸¹ OFFICE FÉDÉRAL DES MIGRATIONS. « Effectif de la population résidante permanente étrangère par canton de résidence et groupe d'étrangers à fin août 2007 ». In Office fédéral des migrations (En ligne) Adresse URL: http://www.bfm.admin.ch/etc/medialib/data/migration/statistik/auslaenderstatistik/2007.Par.0024.File.tmp/082007_Bestand_auslaendische_Wohnbevoelkerung-f.pdf (Page consultée le 14 novembre 2007)

⁸² Cf Letr art. 85, al. 1 : « Le titre de séjour de l'étranger admis à titre provisoire (art. 41, al. 2) est établi par le canton de séjour; à des fins de contrôle, il est établi pour douze mois au plus et sa durée de validité est prolongée sous réserve de l'art. 84. »

⁸³ Office fédéral des migrations. « Effectif des personnes dans le processus d'Asile en Suisse par canton le 31.12.2006 ». In Office fédéral des migrations (En ligne) Adresse URL: http://www.bfm.admin.ch/etc/medialib/data/migration/statistik/asylstatistik/jahresstatistiken.Par.0026.File.tmp/asylstatistik2006_f.pdf (Page consultée le 14 novembre 2007)

étrangères sans compter les fonctionnaires internationaux, les membres de leur famille et les titulaires d'un permis de courte durée, inférieure à 12 mois.

À la fin 2001, on dénombre 157 nationalités étrangères en Valais⁸⁴. Ceci en comptant seulement les pays représentés par les étrangers titulaires d'un permis B ou C. Pour les nationalités extra-Européenne on trouve :

- 8 pays de l'ex-Yougoslavie avec comme principale communauté étrangère, la Serbie (2635 personnes), la Macédoine (1803), la Croatie (1390), la Bosnie-Herzégovine (1016), et le Kosovo (272)
- 6 autres pays de l'Europe géographique avec comme principale représentant, la Turquie (583), la Russie (121) et l'Albanie (26)
- 26 pays d'Amérique avec comme principale nationalité, le Brésil (239), le Canada (177), Les USA (172), le Chili (72), l'Equateur (62), le Mexique (54), la Colombie (49), la république Dominicaine (48), l'Uruguay (44) et le Pérou (30).
- 38 Pays d'Asie avec comme plus grande communauté, la République populaire de Chine (719), l'Inde (193), le Sri Lanka (139), la Thaïlande (116), la République de Corée (111), et avec entre 20 et 100 représentants, le Liban, le Vietnam, les Philippines, le Japon, l'Iran, Taiwan, la Malaisie, l'Afghanistan, l'Irak, le Cambodge, l'Indonésie, la Syrie, la Jordanie et le Laos
- 46 pays d'Afrique avec de 200 à 10 ressortissants, le Maroc, le Cap vert (133), la Tunisie (78), l'Ile Maurice (70), le Congo, le Cameroun, l'Algérie, le Kenya, le Rwanda, l'Erythrée, la Côte d'Ivoire, la Somalie, l'Angola, l'Ethiopie, le Congo Brazaville, l'Afrique du Sud, la Lybie, l'Egypte, le Burundi, Madagascar, le Sénégal et le Togo.
- Et 2 pays de l'Océanie avec l'Australie (38) et la Nouvelle-Zélande (12)

Proportionnellement au nombre d'habitants, le Valais reçoit 3,9% des requérants d'asile de toute la Suisse. À la fin 2006, le nombre de personnes relevant du domaine de l'asile en Suisse (y compris les réfugiés statutaires au bénéfice d'un permis B) est de 68'131 (0,9% de la population totale). À la même époque, en Valais, il y a 1'737 personnes dans le processus de l'asile (réfugiés statutaires non compris)⁸⁵. Selon les statistiques de 2001 mentionnées au paragraphe précédent, on aurait, 14'563 étrangers extra-européens au bénéfice d'un permis B ou C en Valais. Si l'on ajoute à ceux-ci les 1'737⁸⁶ de fin 2006 on aurait, en Valais, environ 16'300 étrangers ne provenant pas de l'espace UE/AELE tous permis confondus. En 2006,

⁸⁴ Etat du Valais « Statistiques-xls ». In *Canton du Valais* (En ligne) Adresse URL : <http://www.vs.ch/Navig/home.asp> (Page consultée le 15 novembre 2007)

⁸⁵ Département fédéral de justice et police, Office fédéral des migrations ODM. « Statistique en matière d'asile-2006 » In Office fédéral des migrations ODM (En ligne). Adresse URL : <http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/statistik/asylstatistik/jahresstatistiken.html> (Page consultée le 14 novembre 2007)

⁸⁶ C'est-à-dire 944 admissions provisoires plus 502 requêtes d'asile plus 291 personnes dans le processus d'exécution du renvoi.

la population totale du Valais (étrangers y compris) est de 294'608 personnes. Les étrangers extra-européens représenteraient donc environ 5,5% de cette population valaisanne.

3.1. Contexte institutionnel valaisan du domaine de l'asile

En Valais, il y a actuellement 5 foyers d'accueil pour requérants d'asile à Collombey, St-Gingolph, Martigny, Ardon et Viège, une structure d'accueil pour mineurs non accompagnés à Sion qui peut accueillir une dizaine de jeunes dont quelques-uns en appartement et un centre de formation et d'occupation dans la Zone industrielle du Botza à Vétroz⁸⁷. Les requérants arrivant en Valais sont logés en premier lieu dans un des foyers. Ensuite ils déménagent dans des appartements loués par la confédération dans diverses villes du canton. Tous les montants d'assistance versés par le canton sont remboursés par la Confédération⁸⁸. Depuis sa création en 1985, le centre Suisses-Immigrés de Sion s'engage auprès des personnes migrantes. Actuellement il propose entre autres des animations, de l'aide pour des recours juridiques et des cours de français. Depuis 1999, l'Oseo Valais s'engage aussi auprès des personnes migrantes par des cours de français, et de l'aide à l'insertion professionnelle⁸⁹.

3.2. Situation des associations d'immigrés extra-européens en Valais⁹⁰

Lors d'une première exploration de terrain menée auprès du Centre Suisses-Immigrés, nous avons dénombré 9 associations d'immigrés extra-européens dans le Valais francophone : quatre plurinationales, deux albanaises, une du Kosovo, une turque et une tamoule, et 7 autres groupements d'immigrés réunis sous forme d'unions, clubs, cercles, centres, collectifs, amicales. Nous avons recensé aussi 13 communautés dont 4 sud-américaines, 6 africaines, une albanaise, une bosniaque et une syrienne. Cette liste ne prétendait pas être exhaustive. Nous avons simplement tenté d'identifier quelques modes de vie collectifs des immigrés extra-européens dans le Valais romand. Il était difficile aussi de comprendre le niveau d'organisation

⁸⁷ Source : <http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=2358>

⁸⁸ Guide Social Romand « Droit d'asile et statut de réfugié » In GSR (En ligne). Adresse URL : <http://www.guidesocial.ch/fr/fiche/94/#2> (Page consultée le 12 novembre 2007)

⁸⁹ Le Courrier. « L'OSEO Valais centre son aide sur les oubliés des chiffres » In *Le Courrier* (En ligne) <http://www.lecourrier.ch/modules.php?op=modload&name=NewsPaper&file=article&sid=420>

⁹⁰ Dans ce chapitre nous utiliserons principalement les informations trouvées dans le travail d'évaluation de projet de Pierre Thétaz (THÉTAZ, P. 2005) et les informations récoltées dans les entretiens préparatoires.

de tous ces groupements. Cependant, nous avons constaté que les communautés n'étaient pas spécialement organisées. On utilise en général, le terme communauté pour définir l'ensemble des membres d'un même pays. Les communautés n'ont pas comme les associations des objectifs et des activités bien définies. Elles sont beaucoup plus informelles. Elles peuvent se réunir lors de fêtes culturelles, d'anniversaires ou de commémoration d'un mort par exemple. Certaines communautés comme celle d'Érythrée ont plus de facilité à se regrouper car elles n'ont qu'une seule langue et ne forme qu'un seul peuple. Nous avons constaté grâce à diverses discussions menées avec un membre de la communauté éthiopienne, que cette dernière avait plus de peine à se réunir. Ceci pour plusieurs raisons : elle est constituée d'une multitude de peuples parlant diverses langues, le gouvernement les divise et les surveille pour les empêcher de se rassembler et de faire reconnaître leur situation et une partie des Ethiopiens se désintéressent à la mobilisation.

Avec cette première exploration, nous avons constaté que la vie collective des migrants était très diversifiée et dépendait de plusieurs facteurs. Au fil de notre recherche, par les entretiens menés auprès de 9 représentants de 7 associations et par des contacts pris avec les délégués à l'intégration de Sierre, Sion, Martigny et Monthey nous avons cerné un peu plus précisément la réalité associative des migrants extra-européens en Valais. Nous avons découvert 5 nouvelles associations et constaté qu'un groupement classé sous « communauté » et deux groupements classés sous « autres groupements » étaient en fait des associations. Deux associations et 5 des « autres groupement » n'existent plus. Nous avons donc recensé 15 associations d'immigrés extra-européens jusqu'à ce jour. En voici la liste, avec pour commencer les 7 associations rencontrées :

1. Pluri-Elles
2. KALKAL
3. Thé-Discussion
4. L'AVIC : Association Valaisanne d'Interprétariat Communautaire
5. L'association tamoule du Valais
6. L'association turque de Monthey
7. La LEPA : Ligue des Enseignants et Parents Albanais « Naïm Fracheri » en Suisse
8. UFT Union Fraternelle Togolaise
9. Association albanaise Monthey & environ
10. Association Académie Albanaise (Sion)
11. Association Medvedja (Fully) (humanitaire, albanaise)
12. Centre culturel Islamique Association El-Falah
13. Association Africaine du Chablais (date de sa constitution : fin 2007)
14. Centre Islamique de Sion
15. L'Oiseau migrateur (humanitaire, Rwanda)

Nous ne prétendons pas avoir établi ici une liste complète de toutes les associations d'immigrés extra-européens existantes en Valais. En effet, il est probable, au vu du nombre de ressortissants chinois, brésiliens, ou indiens⁹¹ par exemple, que ces derniers aient organisé une ou l'autre association. Cependant, nous n'avons pas, malgré les nombreux contacts et personnes relais rencontrés obtenu plus d'informations à ce sujet. De plus, nous avons constaté que certaines associations se font ou se défont rapidement.

L'échantillon des associations rencontrées a été sélectionné en fonction de nos connaissances au moment de son élaboration. Deux des associations que nous avons connues au cours des entretiens et après avoir constitué notre échantillon, sont des centres Islamiques. Deux autres encore sont de type humanitaire. De ce fait elles fondent deux catégories particulières. Nous n'avons pas pu les inclure dans notre échantillon. Cela aurait pu donner un caractère plus représentatif de l'ensemble de la vie collective des migrants extra-européens dans le Valais Romand.

Avant nos entretiens, nous pensions rencontrer uniquement des associations composées majoritairement d'immigrés extra-européens et dont l'impulsion de départ provenait aussi de ces derniers. Cependant l'association Pluri-Elles n'entre pas dans ces exigences. Comme nous ne connaissions que 9 associations extra-européennes et que nous avions le souci de trouver assez d'associations à rencontrer nous avons inclus cette dernière dans notre échantillon.

En ce qui concerne les quatre associations évaluées dans le travail de recherche de Thétaz (Pluri-Elle, AVIC, Thé-Discussion et KALKAL), nous pouvons dire que ces projets favorisent la création d'un réseau de partenaires entre associations de migrants, institutions et groupes du pays de résidence, c'est-à-dire un rapprochement entre les migrants et la société suisse, donc une certaine intégration. En effet, « Chaque projet a tissé des liens voire établi des contrats avec des acteurs institutionnels »⁹² pour un subventionnement, une collaboration, une aide matérielle... Les exemples d'associations, de groupes et d'institutions sont nombreux : INTERPRET (association suisse pour l'interprétariat communautaire et la médiation culturelle), L'OFSP (Office fédéral de la santé publique), la CFE (commission fédérale des étrangers), le canton, le service des étrangers, les communes, Fonds support de Radix, Loterie Romande, Pour cent Culturel Migros, Fondation Soroptimist, le Centre Suisses-Immigrés, la SUVA, les centres de loisirs et culture du canton, les musées cantonaux, les écoles, les paroisses, le service des sports... Comme vu dans le chapitre sur l'intégration, ces liens verticaux et

⁹¹ Cf. Chapitre „Situation des immigrés extra-européens en Valais“, pages 26, 27

⁹² THÉTAZ, P., *Pratiques de solidarités par des migrants évaluation des projets : AVIC « Lanques et cultures », Thé-discussion, KALKAL, Pluri-Elles*, op.cit., p. 82

horizontaux, symboliques et pratiques créent un réseau qui soutient la pérennité de ce nouveau tissu social à liens faibles. Ils permettent aussi aux communautés d'appartenances d'être reconnues dans la société de résidence. Cependant il a aussi été relevé une certaine difficulté pour ces projets, de trouver des soutiens de l'Etat. Nous avons pu constater directement ces faits lors d'un entretien préparatoire réalisé avec un représentant d'un de ces projets. En effet, il nous a fait part de sa fatigue envers l'Etat et certaines institutions qui peinent à soutenir et à faire confiance aux associations de migrants.

A ce propos, l'analyse de la recherche de Cattacin sur les associations d'immigrés « aboutit à l'idée que cette dynamique produit des ressources sociétales qui doivent être prise en compte dans la politique d'inclusion des migrants dans les sociétés d'accueil, et ceci par des partenariats de projet et par le dialogue constant. Dans le but d'éviter une clôture communautaire, la politique d'inclusion sociale, économique et politique doit tenter de garder ces communautés ouvertes, tant par des offres de participation que par des reconnaissances concrètes et symboliques de leur contribution à la construction de la société. »⁹³

4. Hypothèses de recherche

Notre hypothèse centrale provient de notre intuition de départ et des lectures réalisées. Elle consiste à penser que la dynamique associative des immigrés extra-européens favorise leur intégration dans la société de résidence. Les hypothèses sous-jacentes découlent de notre définition de l'intégration et présument donc que la vie des associations permet

- d'une part la création d'un réseau composé de liens symboliques et pratiques avec des groupes du tiers secteur et des institutions étatiques de la société de résidence et d'origine

et

- d'autre part la participation citoyenne et la reconnaissance des migrants par la société d'accueil.

Pour vérifier cette dernière hypothèse il nous faudra analyser si les associations rencontrées atteignent, à travers leurs activités, des finalités affectives, culturelles, d'influences et fonctionnelles. En effet, comme nous l'avons expliqué précédemment⁹⁴, ces finalités favorisent l'accès aux droits de citoyenneté et à la reconnaissance.

⁹³ CATTACIN, S. *Migration et Association La vie associative des migrants – une exploration de leur rôle et développement en Europe occidentale*, op.cit., p. 5

⁹⁴ Cf. chapitre sur la typologie des associations p. 25, 26, 27

5. Méthodologie

Pour vérifier ces hypothèses, nous avons préparé une grille d'entretiens⁹⁵. Celle-ci consiste en une série de questions regroupées sous les thèmes suivants :

1. La littérature grise
2. Le profil de l'association
3. La présentation du porte-parole
4. Les relations internes de l'association
5. Les relations de l'association avec l'extérieur
6. La vision du porte-parole sur l'intégration et la citoyenneté.

Cette grille a été constituée à partir des hypothèses retenues qui elles-mêmes sont en lien avec les concepts développés dans la partie théorique de ce travail.

Les données récoltées sous les deux premiers thèmes et le quatrième nous renseigneront sur l'organisation et le fonctionnement interne des associations. Elles nous permettront donc de vérifier notre deuxième supposition. Les données du point un et deux nous renseigneront sur les activités et les finalités des associations, c'est-à-dire sur leur forme. Le point quatre nous informera sur le fond, c'est-à-dire sur la qualité du fonctionnement interne de l'association et sur ce qu'apportent les activités et les buts de l'association à ses membres. Les questions regroupées sous le cinquième thème concernent notre première supposition, elles nous permettront de récolter des informations sur les types de lien de l'association avec l'extérieur, avec qui ils sont établis et ce qu'ils lui apportent. Enfin le troisième et le dernier thème nous donneront une vision globale de la problématique principale vue par les porte-parole. Ceci nous permettra de comparer ces discours et leur orientation avec les concepts développés dans la partie théorique de la présente recherche.

Le terrain d'enquête a déjà été présenté dans le chapitre sur les associations d'immigrés extra-européens en Valais. Sept entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de 9 représentants d'association. Deux entretiens ont été réalisés avec deux représentants. Pour chaque association, nous avons interrogé des personnes ayant dirigé ou fondé l'association. Nous avons choisi ces personnes car nous pensions qu'elles auraient un regard plus global sur l'ensemble de l'association qu'un simple membre. De plus, la méthode de récolte des données choisie, soit l'entretien semi-directif, ne nous permettait pas de questionner un grand nombre de personnes. En effet, cette méthode est qualitative. Elle consiste à interroger des personnes clefs par un petit nombre de questions ouvertes qui donnent lieu à de longs entretiens. Elle nous donne accès à la perception des personnes interrogées sur le thème choisi. Nous avons donc retenu les personnes les plus représentatives. Il nous semblait

⁹⁵ voir annexe N°1

aussi, peu intéressant d'interroger sept personnes de la même association car ce que nous voulions c'était avoir une vision de l'ensemble du phénomène dans le Valais Romand. Par contre, une limite de notre choix est que le sujet de notre recherche sera perçu essentiellement à partir des discours des responsables des associations.

Après avoir obtenu une liste de coordonnées des représentants d'associations existant dans le Valais romand auprès du Centre Suisses-Immigrés, nous avons contacté ces personnes par téléphone pour leur demander un entretien d'une heure à une heure et demie. Toutes les personnes à qui nous avons demandé ce service ont accepté volontiers et se sont montrées très coopérantes et prêtes à répondre à toutes nos demandes. Nous avons prévu de nous reporter sur des responsables de communautés dans le cas où les porte-parole des associations n'auraient pas accepté notre requête. Nous n'avons pas eu besoin de recourir à cette option.

Lors des entretiens, nous avons suivi les propos des personnes interrogées au gré de leurs récits. Cependant, chaque thème était accompagné de questions que nous utilisions lorsque les thèmes abordés n'étaient pas assez complets ou pas assez clairs. La durée des entretiens fut très variée. Les plus courts ont duré un peu moins d'une heure et les plus longs jusqu'à deux heures. L'entretien semi-directif demande de la part du chercheur une attitude d'empathie et de curiosité. Il doit permettre à son interlocuteur d'exprimer ses représentations, ses perceptions de la situation avec ses propres mots. Il est un échange composé d'un petit nombre de questions ouvertes que le chercheur adapte en fonction de la discussion. Nous avons donc laissé parler la personne en essayant d'intervenir le moins possible. Ainsi les entretiens avec des personnes plus loquaces ont duré plus longtemps. Notre difficulté fut de trouver le juste milieu entre le cadre de la grille et le récit des personnes.

Dans notre recherche, cette méthode nous a donné les représentations de dirigeants d'associations sur l'apport de celles-ci à l'intégration. Nous avons choisi cette méthode car il nous semble important de donner la parole aux principaux concernés de l'intégration. En effet, dans tous les débats publics sur la révision de la loi sur l'asile (Lasi) et sur la nouvelle loi sur les étrangers (Letr) votées le 24 septembre 2006 et sur l'intégration en général, nous n'avons jamais entendu l'avis des immigrés qui tentent d'aider leurs compatriotes à s'intégrer. Une méthode de recueil de données plus directive ne permettrait pas de « récolter les témoignages et les interprétations des interlocuteurs en respectant leurs propres cadres de références »⁹⁶. De plus, lors de notre formation d'éducateur social suivie ces trois dernières années, nous avons été formé aux techniques d'entretien et reçu des « connaissances théoriques et pratiques élémentaires des processus de

⁹⁶ QUIVY R., VAN CAMPENHOUDT L., *Manuel de recherche en sciences sociales*, DUNOD, 1995, p. 196

communication et d'interaction interindividuelle »⁹⁷. Une limite de cette méthode serait de croire à la neutralité des observations récoltées. En effet, elles sont souvent empreintes de l'influence du questionneur sur le questionné⁹⁸.

⁹⁷ QUIVY R., VAN CAMPENHOUDT L., *Manuel de recherche en sciences sociales*, op.cit., p. 198

⁹⁸ Ibid, p. 197

III. Analyse

Dans ce chapitre, nous débuterons par une présentation succincte des associations en retenant surtout les buts et les activités, l'organisation et les fonctionnements internes, et quelques aspects historiques. Ensuite nous continuerons par une interprétation des données récoltées en cherchant d'abord à comprendre ce qui se passe à l'intérieur des associations puis les relations qu'elles entretiennent avec l'extérieur et finalement le discours des porte-parole sur l'intégration et la citoyenneté. Cette présentation suit la logique de la méthode exposée plus haut⁹⁹. Elle se terminera par une synthèse qui nous permettra de mettre en lien direct nos deux hypothèses sous-jacentes avec les résultats principaux de l'analyse des données.

1. *Présentation des associations rencontrées*

1.1. Pluri-Elles

Pluri-Elles est une association interculturelle de femmes. Elle est active dans la région de Monthey. Elle est née en automne 2003. Ses objectifs sont de favoriser la rencontre et l'échange entre femmes d'ici et d'ailleurs, de valoriser les compétences, les connaissances et les expériences de chacune et de débattre sur des questions liées à la migration.

L'association a vite pris de l'ampleur, en 4 ans, elle a passé d'une dizaine à plus de 150 membres. Un programme d'activités est organisé en début d'année par le comité. Les propositions et les désirs des membres sont tenus en compte. Les activités sont variées. Il y a des fêtes, des conférences sur des thèmes liés aux femmes ou à la migration, des randonnées, des activités sportives, de la danse, de la cuisine, des activités créatrices, des discussions...

Les membres ont tous types de statuts et viennent de nombreux pays extra-européens ou européens. Environ 50% des membres sont d'origine Suisse. Dans le comité, il y a 15 personnes dont 4 sont Suisses. Il se réunit 5 ou 6 fois par années. Il existe aussi un bureau composé de 6 personnes qui se réunit lorsque cela est nécessaire. Il est au service du comité par exemple pour proposer des activités. Il y a certaines femmes sans papiers qui participent parfois à une ou l'autre activité mais qui ne sont pas forcément membres.

⁹⁹ Cf. Chapitre II.5 Méthodologie p. 35

Selon les co-présidentes, dans les relations entre les membres, il y a beaucoup de liens d'amitiés qui se créent à travers des échanges de services et la connaissance les unes des autres. Cette association est un lieu de sociabilité informel où l'on apprend les codes culturels des divers pays de provenance et du pays d'accueil. On apprend, à se connaître, à vivre ensemble avec les différences de chacune. Pluri-Elles est un peu comme une famille élargie qui organise et fait des activités ensemble. Toujours selon les co-présidentes, l'association favorise aussi la valorisation des membres, l'apprentissage du français, elle permet de s'exprimer et de partager ses connaissances. Elle permet aux membres de sortir de chez elles, de rencontrer d'autres femmes qui deviendront des amies. Cela permet aussi de lutter contre l'isolement et la solitude de beaucoup. Il y a parfois des incompréhensions dues à des comportements culturels différents ou parfois des conflits, par exemple, il y en a eu sur la participation de certains membres du comité. Pour finir il a été accepté que certaines puissent avoir un statut de membre du comité sans que leur participation soit fréquente car ce statut leur donne une certaine valeur dans la société d'accueil.

L'association est dirigée par une co-présidence d'une Suissesse et d'une Afghane. Chez les deux co-présidente de cette association, il y a déjà un engagement social fort avant la création de l'association. L'initiative est partie entre autres, d'une recherche faite par la co-présidente Suisse sur les possibilités d'accès des femmes migrantes au planning familiale. Au cours de cette recherche, la future co-présidente a rencontré sa collègue en faisant connaissance avec le réseau des personnes et des groupes engagés dans la région dans le domaine de la migration. L'autre co-présidente avait déjà un engagement social fort dans son pays à travers son métier d'enseignante. Arrivée en Suisse, elle a continué son engagement dans diverses associations malgré les difficultés de la migration, l'exclusion, la solitude. C'est pour faire éviter à d'autre ce qu'elle a vécu qu'elle s'est engagée dans cette nouvelle association.

1.2. LEPA

La LEPA est la Ligue des Enseignants et Parents Albanais "Naïm Frashëri" en Suisse. Le porte-parole interrogé est un ancien responsable de la Ligue pour le Valais. Cette association existe dans toute la Suisse. Elle cherche à promouvoir la culture albanaise. Elle offre aux enfants de 7 à 18 ans, des cours de langue, d'histoire, de géographie, d'art et de musique albanaise. Elle organise aussi des fêtes culturelles albanaises et des spectacles pour les adultes de la communauté et les gens intéressés. Lors de ces fêtes, les enfants présentent des danses, des chants, des poésies...

En Valais, elle est en fonction depuis 1991. Mais en 1989 déjà, des Albanais du Kosovo se regroupaient dans l'association humanitaire « Mère Térésa ». Ce groupe cherchait à venir en aide à toutes personnes en difficulté restées au pays. Il cherchait aussi à promouvoir la culture albanaise ici en Suisse. Il s'inscrivait dans la résistance pacifique existant au Kosovo pour le maintien des institutions et de la culture albanaise notamment à travers l'enseignement. Cependant, cette promotion devait être discrète, aussi en Suisse, à cause de la surveillance et de la répression faite par le régime de la Yougoslavie de l'époque. En 1991, l'émancipation de la culture albanaise peut se faire ouvertement dans notre pays. Certains membres de la communauté albanaise initient donc en Valais le projet de la « LEPA ». Peu à peu, elle s'affaire dans de nombreuses villes et villages du canton : Brigue, Viège, Chippis, Sion, Ardon, Saxon, Fully, Martigny, St-Maurice, Monthey. Puis, suite à une diminution du nombre de participants et de bénévoles, elle perd de son ampleur. Elle est active actuellement à Monthey, Bex, St-Maurice et Fully.

Dans chaque lieu existe un comité de 3 à 11 personnes suivant le nombre d'élèves. Le comité est composé de parents et d'enseignants. Lors des réunions cantonales de coordination qui compte entre 30 et 40 personnes, chaque lieu envoie son comité. Il existe aussi une réunion nationale où chaque association cantonale est représentée. L'organisation interne de l'association, en Valais, est une collaboration entre parents et enseignants. Les enseignants s'occupent du programme d'enseignement et les parents de l'organisation, de la communication, de la recherche de nouveaux membres... L'association est financée par des dons symboliques des membres. Elle fonctionne grâce au bénévolat. Les cours proposés sont ouverts à tous les enfants, des Suisses aux sans papiers. Cependant la grande majorité des élèves sont de culture albanaise avec un permis N, F, B, C ou naturalisés. En marge des cours et de manière plus ou moins informelle, s'est organisée une aide aux enfants qui venaient d'arriver, pour les soutenir dans le cursus scolaire suisse. Ce n'était pas directement dans les objectifs de l'association. Mais c'était un besoin qui se dégageait des membres et auquel certains bénévoles ont essayé de répondre. Au fur et à mesure des années, on note une diminution de l'intérêt des élèves pour les cours de culture albanaise. La langue française et la culture du lieu d'accueil prennent de plus en plus de place dans leur vie au détriment de l'albanais et de sa culture même si la volonté de la première génération est de faire en sorte que leurs enfants n'oublient pas leurs racines, d'où ils viennent, qui ils sont.

1.3. Association turque de Monthey

L'association turque de Monthey a été fondée en 1982 par un groupe d'amis arrivés 11 ans plus tôt pour travailler dans une entreprise de la région. Ses objectifs étaient

d'offrir un lieu de rencontres et d'échanges pour les gens de la communauté « *et pour avoir un lien avec la Turquie par le biais du consulat* ». Aujourd'hui, l'association turque de Monthey gère plusieurs activités. Elle organise des cours de langue et culture turque pour les enfants ainsi que la fête des enfants qui est la fête nationale turque. Lors de cette dernière, les enfants présentent des chants, des poésies, du théâtre qu'ils ont préparés durant l'année. L'association gère aussi une mosquée et un lieu de rencontre créé dès le début de sa fondation. Ce dernier est ouvert à tous, quel que soit sa nationalité ou son statut. En général, on y vient entre amis pour boire un verre, discuter, jouer aux cartes... Elle propose encore pour sa communauté et pour toutes personnes ou autres communautés intéressées, des instants de rencontres et de prières durant le Ramadan, des fêtes, par exemple, le nouvel an, et elle collabore à des projets (concert, formation...) ou des fêtes organisées par la commission de l'intégration de la ville de Monthey ou par l'association Maison du monde.

Actuellement l'association compte 50 familles parmi ses membres. Ces derniers sont pour la grande majorité (environ 90%) en possession d'un permis C ou naturalisés. À part les Turques, on y compte aussi quelques Italiens ou d'autres nationalités. On peut noter une évolution des objectifs de l'association dans le sens où, dans ses débuts, ils étaient plutôt tournés vers le pays d'origine à travers le consulat et vers ses propres membres ou d'autres associations de Turcs en Suisse Romande. L'objectif principal étant aujourd'hui « d'ouvrir les portes » de l'association pour favoriser l'échange entre les cultures, entre les communautés étrangères et avec la société Suisse. La mosquée par exemple est ouverte à tous musulmans quelle que soit sa nationalité. Lors de la fête des enfants, d'autres associations (espagnoles, portugaise, italiennes, albanaise), communautés, ainsi que les écoles et un groupe de danse de Monthey participent aussi au programme. Cette fête est très appréciée, elle a réuni entre cinq et sept cents personnes lors de sa dernière édition.

L'association collabore beaucoup aussi avec la commune à travers la participation d'un de ses membres à la commission de l'intégration et un autre à la commission scolaire. Le comité de la commission de l'intégration est composé d'un délégué par communauté. Ceci permet à l'association d'avoir des contacts et des liens avec ces autres communautés et associations. Elle fait partie du groupement des sociétés montheysannes. Elle entretient aussi des liens avec le consul général de Turquie à Genève ou avec d'autres associations de Turcs en Suisse Romande.

Le comité est composé de 5 membres : président, vice-président, caissier et deux membres qui s'occupent des manifestations. Il se réunit selon les besoins mais en général une fois par mois pour discuter de l'organisation des manifestations. L'assemblée générale a lieu une fois par année. Un maximum de 60% de membres y participent pour donner leur avis, dire ce qui n'a pas été durant l'année, ce qui peut

être amélioré... Les membres sont satisfaits. Ils ne demandent pas plus, tant que les manifestations sont bien organisées et les locaux en bon état. L'association s'autofinance entre autres par la cotisation de ses membres. Elle ne dépend d'aucune aide financière externe sauf une petite contribution de la commission de l'intégration pour l'organisation de la fête des enfants. Selon le porte-parole, l'ambiance au sein de l'association est bonne. Elle est empreinte de respect et d'amitié. Certains, par exemple, y amènent leurs amis pour boire un verre ou participer à une manifestation.

1.4. Association tamoule du Valais

L'histoire de la communauté tamoule du Valais débute au cours des années 90, lorsque les membres d'une quarantaine de familles tamoules arrivent en Valais comme requérants d'asile. Aujourd'hui, on y dénombre 80 familles. Entre 75 et 80% vivent dans la région de Sion. Les autres résident à St-Gingolphe, Monthey, Martigny, Sierre, Viège, Brigue et Naters. Dans un premier temps, la communauté commence à organiser des petites présentations de danses ou de musiques en collaboration avec le Centre Suisses-Immigrés, l'association de la Ferme-Asile ou l'association RLC de Sion. Par la suite, elle met sur pied des activités avec le bureau de l'intégration et la paroisse de la cathédrale. Avec le centre d'éducation tamoule en Suisse basé à Zürich, elle instaure à Sion, des cours de langue et culture tamoule pour les enfants de la communauté. Lors des fêtes et des rassemblements de la communauté, elle peut ainsi présenter des animations (chants, poésies, danses...) préparées par les enfants.

Par la suite, en janvier 2006, la communauté fonde l'association tamoule du Valais. Dans le dessein de faciliter l'intégration avec la population valaisanne, elle cherche à échanger, à créer des liens d'amitié avec cette dernière et à l'informer sur la culture, l'histoire et la situation actuelle du peuple tamoul. C'est pourquoi elle participe à des manifestations ou des événements organisés par des associations ou des institutions en présentant un stand, des danses, des chants, des mets... Elle organise aussi elle-même des fêtes ou des animations où elle informe et présente sa culture. Dans le but d'améliorer la qualité de vie des membres de la communauté, elle cherche à entretenir des liens de solidarité entre ces derniers et à les informer sur le fonctionnement du système et des institutions suisses. Elle projette donc d'organiser, seule ou avec la collaboration d'une autre association, d'un syndicat ou d'une institution, des conférences et des réunions entre les membres de l'association pour s'informer et échanger sur un thème qui les concerne, en invitant par exemple un-e conseiller-ère médical-e ou un-e juriste. Elle a constitué aussi une équipe de football pour les enfants de sa communauté et leurs amis. Un autre objectif encore est de maintenir l'identité culturelle tamoule. Pour cela, elle propose des cours de danse

tamoule pour les enfants et les jeunes, coordonne l'école de langue tamoule à Sion et organise des événements, des rencontres ou des fêtes culturelles, par exemple la commémoration d'un homme politique Tamoule ou la fête du soleil qui est la fête des récoltes du riz et qui a lieu le 14 janvier. Cependant, elle est ouverte aussi à la culture du pays d'accueil. Elle a organisé par exemple une fête de Noël pour les enfants. Finalement, elle souhaiterait encore venir en aide aux compatriotes restés aux pays en envoyant, à travers l'organisation humanitaire T.R.O (Tamoul Reabilitation Organisation), des dons et du matériel nécessaire pour la construction de leur pays. Toutefois, elle ne peut momentanément pas le faire car la région tamoule du Sri-Lanka reste totalement coupée du monde.

L'association compte 60 familles membres dont la grande majorité est en possession d'un permis B. Il y a entre 2 et 5 membres qui ont obtenu la nationalité suisse et 5 ou 6 membres en possession d'un permis F pour des raisons de dépendance de l'aide sociale. Les adhérents sont de religion hindouiste, catholique et musulmane. Les autres familles de la communauté qui ne sont pas membres prennent aussi part aux rassemblements de l'association. Selon les statuts, « peuvent devenir membres de l'association toutes personnes intéressées par la culture et l'identité tamoule et prêtes à apporter sa solidarité ». À part quelques petits détails d'organisation, le bilan des activités est positif. Tous, membres et partenaires - c'est-à-dire autres associations, institutions – se disent satisfaits du travail de l'association.

Le comité est composé de 15 personnes dont, en plus de la structure standard, quatre coordinateurs pour Monthey, Martigny, Viège et Brigue, un coordinateur pour l'école tamoule et un coordinateur pour la communication et les traductions. Il se réunit une fois par année et à chaque fois qu'une fête ou un événement nécessite une organisation. Dès le début de sa constitution, l'association cherche un local pour centraliser et développer ses activités et pour réduire les coûts de la location des salles. Mais le bureau de l'intégration n'a pas les moyens de répondre à ce besoin. L'animateur de la paroisse de la cathédrale essaie de trouver un local pour toutes les associations d'immigrés qui en ont besoin. Mais, pour l'instant, les activités continuent à se faire de manière éparpillée dans plusieurs salles de la ville. Les ressources de l'association proviennent des cotisations des membres, des dons, des legs et des recettes de spectacles et autres. Ils participent aussi dans la préparation des événements (confection de mets, distribution des invitations...). L'entraîneur de football vient gratuitement. L'enseignante de danse reçoit une rétribution, mais vient depuis Vevey chaque semaine. Les membres souhaiteraient plus d'activités pour les femmes et les enfants. Un de leurs besoins est de sauvegarder leur culture. L'association cherche à unir ses membres sous la culture tamoule et reste assez réticente à exprimer une ou l'autre religion par peur de divisions internes. Selon le porte-parole, l'ambiance au sein de l'association est familiale. Pour des raisons culturelles, les femmes restent facilement chez elles et ne bougent pas trop comparé

aux hommes qui travaillent et aux enfants qui vont à l'école. Les activités de l'association leur permettent de sortir un peu et de se rencontrer entre elles. Cependant, elles ne participent pas à l'assemblée générale qui a lieu une fois par année.

1.5. AVIC

L'AVIC, Association Valaisanne pour l'Interprétariat Communautaire est basée à Sion et propose ses services dans tout le Valais Romand. Elle a été fondée en octobre 2002 par un groupe de femmes migrantes qui auparavant oeuvraient bénévolement pour traduire des personnes de leur communauté respective. Suite à une formation commune d'interprète communautaire, elles décident de se regrouper en association pour proposer et promouvoir un interprétariat de qualité. Pour cela, l'AVIC cherche continuellement à sensibiliser la société suisse sur l'importance de l'interprétariat et à faire connaître ses services auprès des institutions valaisannes étant en contact avec des migrants et oeuvrant dans les domaines de la santé, du social, scolaire et juridique. L'année passée, l'AVIC a réalisé 578 heures d'interprétariat payant. Celles-ci sont facturées aux institutions. Ces dernières ont souvent de la peine à reconnaître l'importance d'un interprétariat de qualité. L'an passé, l'AVIC a aussi offert une centaine d'heures d'interprétariat bénévole à des personnes n'étant plus en lien avec une institution.

Seul des interprètes formés peuvent être membres de l'association. Celle-ci collabore en tant que formateur pratique avec une association lausannoise (Appartenance) proposant des cours d'interprète communautaire. Aujourd'hui, l'AVIC compte 20 membres et 5 interprètes en cours de formation. Elle offre des traductions dans 25 langues différentes. La langue traduite doit être obligatoirement la langue maternelle de l'interprète. Les statuts des membres vont du réfugié provisoire à la naturalisation. La majorité des membres sont des femmes. Une partie d'entre elles vivent seules avec leurs enfants. Tous les membres ont vécu « dans leur chair » les problèmes engendrés par l'impossibilité de communiquer et peuvent ainsi mieux comprendre ce que vivent les migrants qui ont besoin d'un-e interprète. Le travail d'interprète valorise grandement celle ou celui qui la pratique. Il permet aussi aux interprètes de l'AVIC d'arrondir leur fin de mois et de s'insérer un peu plus dans la société. C'est pourquoi, l'AVIC voudrait augmenter le nombre de ses membres et projette de proposer une formation théorique d'interprète en Valais. Il existe, en effet, un bon groupe de migrants (15 personnes) intéressés par cette formation, mais qui ne peuvent pas faire les déplacements jusqu'à Lausanne. La difficulté est de trouver un financement pour mettre en place cette formation en Valais.

Une autre difficulté est de trouver un local propre à l'association. Pour l'instant les réunions se font dans un atelier prêté par une des membres. Les dossiers administratifs du bureau sont répartis chez chacun des membres du comité. Celui-ci est composé de 5 personnes travaillant bénévolement sauf la secrétaire qui reçoit une toute petite rétribution. Elle s'occupe de faire le lien entre la demande d'interprétariat et l'interprète adéquat. Le comité se réunit une fois par mois pour régler les tâches administratives, organiser les activités, établir un bilan et un programme de rencontre avec les institutions. Chaque membre peut aussi participer aux réunions du comité s'il le souhaite. L'assemblée générale a lieu une fois par année. Elle élit le nouveau comité et vote le programme pour la nouvelle année.

1.6. Thé-Discussion

En 1996 et 1997, Hélène¹⁰⁰ suit une formation de promotion de santé à l'association Appartenance de Lausanne. Celle-ci contactait des migrants oeuvrant bénévolement pour d'autres migrants et leur proposait cette formation. En 1998, 1999, Sara et Jean, financés par la LVT, suivent aussi cette formation. À la fin de celle-ci, ils mettent sur pied l'association promotion de santé avec le groupe qui avait suivi la formation. Sara et Jean se joignent aussi en tant que médiateur, au projet d'un assistant social d'Appartenance qui rassemblait l'OSEO, la Croix-Rouge, le foyer St-Alexis et des personnes migrantes. Ensemble, ils diagnostiquent un problème d'isolement chez les femmes migrantes. Sara contacte donc Hélène et Sandrine une autre collègue. Ensemble elles décident de monter un projet de réunions pour les femmes migrantes. Celui-ci sera un projet de l'association promotion de santé. Thé-Discussion voit ainsi le jour en 2002. Année où Berne accorde des subventions pour des projets de migrants aidant à l'intégration. Thé-Discussion peut ainsi profiter de cette modeste mais suffisante manne. Il commence d'abord avec une réunion d'information et de présentation aux institutions travaillant avec les migrants. Il continue ensuite avec les premières réunions de femmes. Cependant, les femmes informées par les institutions ne viennent pas car elles se sentent obligées. Les premières arrivent en fait, par le biais des cours de français organisés par le Centre Suisses-Immigrés. Comme Sara connaissait depuis longtemps déjà la présidente du CSI, elle avait pu obtenir un local dans la maison de ce dernier pour les réunions de Thé-Discussion. En passant l'information dans la maison, les premières femmes étaient donc venues. Par la suite, le bouche-à-oreille a fait son travail.

Thé-Discussion a pour but de permettre aux femmes migrantes de sortir de chez elles, se valoriser, rencontrer d'autres femmes, créer un réseau de connaissances, créer des liens pour peu à peu s'insérer dans la société d'accueil, trouver un travail et

¹⁰⁰ Tous les noms utilisés dans ce travail sont fictifs.

devenir indépendante des institutions et même de Thé-Discussion. Pour cela, elles organisent diverses activités, par exemple des discussions ou des conférences de spécialistes sur des thèmes comme l'excision, le système scolaire suisse... Elles organisent aussi des soirées où les participantes peuvent échanger leurs connaissances dans des domaines comme la poésie, le chant, la culture, la médecine... Cela permet de favoriser leur auto estime qui souvent chute lorsqu'elles arrivent en Suisse et qu'elles ne peuvent par exemple plus exercer le métier qu'elles avaient. Elles organisent aussi des sorties cinémas, concert, expositions, musée, picnic. Elles participent encore à des fêtes en présentant un stand. Par exemple à la fête des 5 continents où elles ont un stand de cocktails brésiliens. Dernièrement elles ont organisé des ateliers de peinture. Une trentaine de peintures ont été réalisées sur le thème de la migration. Elles seront exposées au centre culturel de Martigny et dans un deuxième temps à la galerie de la Grenette. Les initiatrices du projet tirent un bilan très satisfaisant de toutes ces activités. Car elles constatent que les femmes qui ont participé à Thé-Discussion se sont épanouies, ont fait de nouveaux projets, ont trouvé un travail, se sont insérées dans un réseau d'amis, et dans la société en général. Elles ne viennent plus que de temps en temps à Thé-Discussion pour une sortie ou une fête. Aujourd'hui, Thé-Discussion projette de s'installer aussi à Martigny.

Actuellement, il y a une vingtaine de participantes dont une douzaine plus régulières. Elles ont tous types de statuts du permis N au passeport Suisse. Au départ Berne avait bien précisé que les projets subventionnés ne pouvaient pas profiter à des requérants d'asile. Aujourd'hui la nouvelle loi le permet. Mais Thé-Discussion n'a jamais fait de discrimination à ce niveau. Les pays représentés sont : l'Irak, l'Iran, le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, la Colombie, l'Italie, l'Albanie, l'Espagne, la Bosnie, le Soudan, l'Erythrée, la Somalie, le Rwanda, le Togo, le Liban et même la Suisse. En effet depuis quelque temps une personne âgée participe aux activités de Thé-Discussion. Les initiatrices du projet ont constaté que les problèmes d'isolement des femmes migrantes étaient similaires à ceux rencontrés par les personnes âgées en Suisse.

Thé-Discussion est le seul projet de l'association promotion de santé. Ainsi le projet a pris la place de l'association. De celle-ci seules les trois fondatrices du projet se réunissent. Elles se voient régulièrement pour le travail administratif, l'élaboration des projets, lors des diverses activités et tous les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} mardi du mois lors des soirées de rencontre, discussion avec les participantes. En début d'année, elles établissent un agenda d'activités qu'elles proposeront ensuite aux participantes. Celles-ci peuvent aussi proposer leurs idées, leurs besoins, leurs suggestions et leurs désirs. Toutes ensemble elles décident du programme. Selon nos porte-parole, les relations au sein de Thé-Discussion sont solidaires et amicales. Elles procurent du réconfort. Les coordonnées de chaque participante sont échangées. Ainsi elles se

contactent spontanément lorsqu'elles en ont besoin et peuvent créer des relations en dehors des activités du projet. La participation à celui-ci est gratuite, chacune contribue selon ses possibilités en amenant ce qu'elles sont, ce qu'elles savent ou par exemple en partageant un gâteau ou en aidant à la confection d'un repas, d'une décoration lors d'une fête...

1.7. KALKAL

L'association KALKAL est une association de médiation interculturelle. Elle est née, il y a trois ans sur l'initiative d'un jeune migrant. En Suisse depuis son enfance, il a reçu le soutien de familles valaisannes. Ceci l'a beaucoup aidé à connaître la société suisse et à pouvoir vivre avec elle. Il constate que beaucoup de migrants ne reçoivent pas les outils nécessaires pour pouvoir comprendre cette société et bien y vivre. Il suit une formation de médiateur interculturelle et fonde l'association KALKAL pour pouvoir donner à d'autres migrants le soutien qu'il a reçu. Il constate par exemple un grand décalage entre la première et la deuxième génération. Souvent en effet, les parents restent isolés chez eux et restent attachés à leur culture d'origine alors que les enfants qui vont à l'école assimilent très vite la nouvelle culture.

Avec l'association, il cherche donc à faciliter le lien entre les générations en « *favorisant la participation des jeunes migrants et leurs parents dans la vie sociale et culturelle* ». Les autres buts de KALKAL sont de « *faciliter le maintien des liens avec la culture d'origine, promouvoir des actions d'entraide, développer des pratiques de solidarité et informer et faire connaître les droits des migrants dans tous les domaines.* » Pour rassembler, l'association joue le rôle de « *grand frère* ».

Dans ces activités, elle tente d'informer les parents sur les structures existantes dans la société d'accueil, par exemple le Centre Suisses-immigrés, le service des étrangers ou sur le fonctionnement de la poste, du système scolaire, des assurances sociales, des allocations familiales... Elle organise aussi des rencontres sportives et des actions culturelles. Avec son équipe de foot par exemple, elle participe à des tournois organisés par d'autres associations en Suisse. Elle participe à des fêtes comme celles des 5 continents ou la fête d'ici et d'ailleurs. En collaboration avec les institutions ad hoc elle organise des visites par exemple à la Hevs, ou dans des musées. Elle fonctionne aussi comme lieu d'entraide et propose des services de médiation culturelle auprès des migrants et des institutions. Elle veut permettre à ses membres et en particulier aux femmes de se valoriser, de s'exprimer, d'apporter quelque chose et pas seulement apprendre. Pour cela par exemple, elle peut demander à une femme d'intervenir comme médiatrice entre des parents et leur enfant ou entre le directeur d'une école et un élève. L'idée est de mettre à profit le maximum de ressources et connaissances disponibles. L'association projette de

soutenir une école en Somalie pour augmenter la solidarité entre les jeunes d'ici et de là-bas. Au départ, il a fallu gagner la confiance des potentiels participants et bénéficiaires. Mais aujourd'hui, selon le porte-parole, le bilan de toutes ces activités est très satisfaisant. Par exemple, grâce à KALKAL : « *Maintenant on voit plus de jeunes Somaliens au collège ou à l'école de culture Général. Des parents ont obtenu leur permis de conduire.* » Ceci leur permettra de sortir plus facilement de chez eux.

Le nombre de membres n'est pas connu car l'association n'est pas tellement formalisée. Elle fonctionne plutôt sur la spontanéité, l'ouverture, la convivialité, le bouche à oreille. Tout le monde peut y participer, tout type de permis. Environ 60% de Somaliens en font partie, mais il y a aussi des Tunisiens, des Kosovars, des Erythréens, des Congolais, des Camerounais, des Suisses... Les contacts se font à travers les liens d'amitiés des membres. Un Somalien par exemple a un ami Kosovar ou un ami Suisse et il l'invite à venir jouer avec l'équipe de foot de l'association. Le comité est composé de 3 personnes. Tous les mois, il se réunit pour voir ce qu'il y a à faire. Il tient compte des demandes des participants et des partenaires institutionnels et associatifs.

2. Interprétation des données

2.1. Organisation, fonctionnement

Parmi les associations rencontrées, il y a 5 associations fondées récemment (entre 2002 et 2006) et 2 plus anciennes : l'association turque (1981) et la LEPA (1991). Quatre de ces associations nouvellement fondées sont plurinationales. Deux se présentent comme étant féminine : Pluri-Elles et Thé-discussion. Les deux autres se définissent selon le service qu'elles proposent : AVIC et KALKAL. Trois associations se définissent selon une nationalité : LEPA, turque, tamoule. Bien que la majorité ou la totalité de leurs membres soient de la même communauté, toutes ont mentionné dans les entretiens, la possibilité de devenir membre quelle que soit la nationalité. Ceci exprime bien la volonté de ces associations de créer des liens avec d'autres cultures. L'association turque, au passage à la deuxième génération, s'ouvre aux autres communautés et à la société d'accueil. Elle compte aujourd'hui quelques membres d'autres nationalités. La LEPA perd de l'ampleur avec les années car ces finalités de maintien de la culture d'origine intéressent beaucoup moins les secondes générations. Elle se concentre essentiellement sur l'enseignement de la culture albanaise aux enfants d'albanophones et à l'organisation de fêtes où sont présentés les travaux préparés par les enfants en cours. L'association turque et l'association tamoule font aussi toutes ces activités. Cependant elles organisent en plus d'autres activités. L'association turque gère un lieu de rencontre et une mosquée. L'association tamoule propose des cours de danse, du football, des stands dans les

fêtes locales... La LEPA est une association nationale et non régionale comme l'association tamoule ou turque. Pour cette raison, elle est plus rigide. Elle peut moins facilement varier ses activités et ses objectifs selon les besoins et les envies de ses membres.

Comme vu précédemment dans la partie théorique, les associations n'ont pas exclusivement un champ de finalités. Cependant on peut les catégoriser par rapport au degré d'importance qu'elles accordent à l'une ou l'autre des finalités. La LEPA, l'association turque et l'association tamoule ont des buts principalement culturels. Pluri-Elles et Thé-discussion ont des finalités majoritairement affectives et celles de l'AVIC et KALKAL sont essentiellement fonctionnelles.

Un point commun à toutes ces associations est l'existence de liens informels, amicaux ou familiaux entre les membres de ces associations.

« Il y a des liens d'amitiés qui se créent entre les membres et puis des solidarités aussi. » (Justine)

« On a aidé aussi les élèves qui sont venu au milieu de l'année. (...) On est intervenu de temps en temps, même depuis Monthey il a travaillé un peu en groupe avec les enfants qui avait de la difficulté pour rattraper le plus vite possible les autres. » (Gérard)

« Les relations ? Certaines sont d'amitiés. (...) Il n'y a pas de soucis entre les membres. Il y a un certain respect entre le comité et les membres. Donc il y a une amitié aussi au sein de l'association. » (Augustin)

« L'association fonctionne comme une famille. » (Olivier)

« Nous avons abouti à maintenir une bonne ambiance à l'intérieur de l'association. C'est une ambiance très amicale. Nous sentons comme des liens familiaux. » (Géraldine)

« Avec le groupe ici on a essayé de les mettre un peu en réseau, en contact d'entourage plus ou moins proche. Et l'on a réussi parce qu'il y a des gens qui ont fait des projets de travail ensemble, qui font des sorties aussi ensemble. Il y a des liens d'amitiés. » (Hélène)

« C'est une association ouverte à tous. Les contacts se font à travers des liens d'amitiés des membres. Un Somalien par exemple a un ami Kosovar ou un ami Suisse et il l'invite à venir jouer au foot avec les autres de l'association. C'est très convivial, simple, informel... » (Frédéric)

Certains porte-parole ont mentionné aussi l'existence de conflits ou de désaccords entre les membres. Mais ces mésententes n'ont jamais remis en question l'existence de l'association. Elles ne font que confirmer l'idée de relations familiales et en sont leurs résultantes. Ces relations forment le nouveau tissu social dont parle l'étude de Marengo et Racine citée plus haut. Elles favorisent la sociabilité et l'expression des individus. Elles servent donc aux finalités affectives. Ainsi on peut dire que toutes ces associations répondent à des finalités affectives. Elles organisent d'ailleurs toutes des activités relationnelles qui permettent l'atteinte de ces objectifs. Certaines activités sont mises sur pied expressément pour atteindre ces objectifs. C'est le cas des soirées de discussions de Thé-Discussion ou de Pluri-Elles, des activités sportives de KALKAL ou de l'association tamoule. D'autres activités sont proposées pour répondre à des fins culturels ou fonctionnels, mais servent indirectement des buts affectifs. C'est le cas des cours d'appuis de Français de la LEPA, de toutes les fêtes de chacune des associations, des cours de danses de l'association tamoule... Un problème mentionné par toutes les associations rencontrées et auxquels peuvent répondre les finalités affectives est l'isolement des femmes migrantes.

Toutes les associations rencontrées ont des activités de type pratique. Celles-ci peuvent être soit d'entraide comme l'interprétariat de l'AVIC, soit d'information comme la formation Mère-Enfant mise sur pied par l'association turque en collaboration avec la commission d'intégration et le consulat de Turquie. Des associations rencontrées, quatre ont mentionné explicitement une ou des finalités fonctionnelles. Ce sont KALKAL, l'AVIC, Thé-Discussion et l'association tamoule. Cependant, comme elles proposent toutes des activités pratiques, elles répondent toutes, mais chacune à un degré différent, à des finalités fonctionnelles. La LEPA par exemple, en tant que ligue nationale, n'a pas de finalités fonctionnelles. Cependant, au niveau local, à Monthey notamment, l'association s'est mobilisée pour organiser des cours d'appuis de Français pour les enfants qui venaient d'arriver.

Pour ce qui est du domaine culturel, toutes les associations offrent des activités de ce type. Ce sont par exemple des conférences, des fêtes, du folklore, des cours de langue d'origine, des visites de musée, du cinéma... Elles ont toutes aussi des finalités culturelles. Celles-ci consistent à favoriser l'expression de la communauté en mettant en valeur une identité commune. Il est plus aisé de distinguer l'identité commune mise en valeur dans les associations qui se réfèrent à une nationalité que chez les autres. Pour Pluri-Elles et Thé-Discussion c'est l'identité féminine qui est mise en valeur. Pour l'AVIC c'est l'identité d'interprète et l'appartenance linguistique des bénéficiaires de ses services. Grâce à ceux-ci elle favorise l'expression des différentes communautés. Pour KALKAL, il est un peu plus ardu de distinguer ce qui est mis en valeur. Cependant elle mentionne qu'elle a pour but de « *faciliter le maintien des liens avec la culture d'origine.* » De plus, par ses activités de médiation

culturelle, elle favorise aussi l'expression des différentes communautés étrangères dans la société suisse. Toutes les associations atteignent donc des finalités culturelles.

Ces dernières peuvent être assez proche des finalités d'influence. Si l'on prend la définition des finalités d'influence mentionnée plus haut, c'est-à-dire : « satisfaire les revendications de l'association en établissant des relations coopératives ou conflictuelles avec d'autres groupes et/ou avec des institutions. » On constate que la volonté des associations culturelles de présenter leur culture à la société d'accueil pousse à établir des relations avec d'autres groupes et institutions. Elles se rapprochent ainsi des finalités d'influence. L'association tamoule par exemple est en lien avec la paroisse de la cathédrale, la commission d'intégration, l'office du tourisme, d'autres communautés étrangères et associations culturelles. En fait ce que revendiquent tous les porte-parole des associations rencontrées c'est la nécessité des migrants de connaître, de comprendre la société d'accueil, son fonctionnement, sa culture, son histoire, de créer des liens avec cette société et de se faire connaître, de présenter sa culture ou ses difficultés, d'être compris. Cependant, à part l'AVIC qui cherche à promouvoir l'interprétariat auprès d'institutions, aucune des associations a déclaré explicitement avoir un but d'influence. Mais toutes agissent de manière à trouver des collaborations ou des financements des institutions étatiques et autres groupes du tiers-secteur pour poursuivre leurs activités et atteindre leurs objectifs. Dans ce sens, elles ont toutes des activités politiques dans le sens large du terme, c'est-à-dire en relation avec l'Etat. Même si elles ne militent pas ouvertement pour une pleine reconnaissance de tous les droits de citoyenneté, elles font avancer le processus de reconnaissance des immigrés dans la société d'accueil en se faisant connaître au niveau local et aux yeux des autorités. À ce propos, l'évolution de l'association turque est intéressante. Au début de son activité, elle entretenait des relations essentiellement avec le consulat de Turquie et d'autres associations turques. Elle était tournée vers le pays d'origine. Aujourd'hui elle entretient de nombreux liens avec la société d'accueil locale et de cette manière obtient une certaine reconnaissance au sein de celle-ci. Elle permet aussi à certains de ses membres de participer au sein de commissions communales. Ainsi, comme dans la recherche de Catherine Neveu sur les quartiers Bangladeshis de Londres, cette participation permet une valorisation de toute la communauté. Elle permet aussi à celle-ci de se reconnaître dans les institutions locales. On peut aussi faire ici un lien avec la théorie sur l'évolution des associations d'immigrés européennes qui, après une certaine période de retrait sur les finalités culturelles, affectives et fonctionnelles, ont réussi à se créer une reconnaissance aux yeux de la société locale et pu ainsi lui soumettre la proposition d'un droit de vote local pour les immigrés.

De plus en utilisant certains droits comme le droit de s'associer et les droits culturels, les associations les revendiquent. Car profiter d'un droit c'est démontrer son

importance, lui donner de la valeur. On peut encore mentionner que KALKAL, Pluri-Elles et Thé-Discussion ont été membres du comité valaisan « 2xNON » à la nouvelle loi sur les étrangers et à la modification de la loi sur l'asile. Avec le service cantonal de l'intégration et de la société civile, le Centre Suisses-Immigrés et l'Institut International des droits de l'enfant, KALKAL fait partie d'un réseau de lutte contre l'excision, créé en Valais.¹⁰¹

Certaines associations ont un nombre élevé de membres et proposent essentiellement des activités en faveur de ceux-ci. Pluri-Elles en est un exemple. D'autres associations ont un nombre plus restreint de membres, mais dirigent leurs services vers l'extérieur. C'est le cas de l'AVIC ou KALKAL, les deux associations à finalité fonctionnelle. Les associations à finalité affective ou culturelle ont plutôt tendance à diriger leurs activités vers l'intérieur. Cependant il existe chez toutes les associations rencontrées, une ouverture vers l'extérieur. Toutes ces associations proposent des fêtes ou des événements ouverts à toutes et tous.

2.2. Réseau, relations externes des associations visitées

Toutes les associations interrogées font recours à des ressources internes comme à des ressources externes. Les ressources ne sont pas seulement financières, mais elles sont aussi du bénévolat (par exemple : confection de mets, temps mis à disposition pour la réalisation de tâches, de services...), des liens sociaux, un espace physique, du matériel de travail, un savoir faire, des connaissances, une reconnaissance (par exemple d'un organe officiel), une collaboration...

Tableau 2 : Ressources des associations

	Ressources internes	Ressources externes
Pluri-Elles	Cotisation des membres, produit de ventes dans des marchés ou des fêtes, dons, legs, partage d'expériences, de connaissances, de savoirs, bénévolat, liens sociaux	Subvention de la commune, don des Soroptimists. Autres dons et legs. Collaboration avec la maison du monde, la commission d'intégration et bien d'autres associations ou groupes de défenses des droits des femmes et des migrantes comme

¹⁰¹ Institut International des Droits de l'Enfant IDE. « [childsrights.org](http://www.childsrights.org/html/site_fr/index.php?c=ins_nou) » (En ligne). Adresse URL : http://www.childsrights.org/html/site_fr/index.php?c=ins_nou (Page consultée le 3 avril 2008)

		amnesty, groupe réfugié rencontre...
KALKAL	Bénévolat, partage de compétences, de connaissance, espace physique, liens sociaux	Collaboration avec d'autre organe : musée, école... Subvention de Berne, du canton et de la commune Collaboration avec d'autres associations : OSEO, CSI, paroisse de la cathédrale (espace physique), RLC Martigny et Sion, IDE...
Association turque	Cotisation des membres, bénévolat, liens sociaux	Soutien de la commission des étrangers pour la fête des enfants, collaboration avec la commission des étrangers, la commission scolaire, le consulat de Turquie ainsi qu'avec d'autres associations et communautés turques et non- turques
Association tamoule	Cotisation, dons, legs des membres, bénévolat, recette de spectacles et de vente de nourriture lors de manifestations. Confection de repas, partage de connaissances et autres services rendus à l'association. Liens sociaux	Don, legs Association tamoule suisse : matériel pédagogique, collaboration Commune, canton : espace physique (pour cours de langue), collaboration Autres groupes du tiers secteur comme centre RLC, ferme asile, paroisse de la cathédrale... : espace physique et/ou collaboration
Thé- Discussion	Bénévolat, partage d'expérience, de connaissances, liens sociaux	Don d'associations, privé, de la confédération, du canton et de la commune. CSI : espace physique et collaboration OSEO, croix-rouge, planning familiale, amnesty...
LEPA	Cotisation des membres, bénévolat, liens sociaux	Commune, canton : espace physique, matériel de travail, collaboration Confédération, canton : reconnaissance officielle Département de l'éducation du Kosovo : reconnaissance, matériel pédagogique.

		LEPA national et autre association et groupe régionaux : collaboration
AVIC	Bénévolat, espace physique, liens sociaux	Subvention et reconnaissance de la commune et du canton Collaboration avec d'autres associations comme Appartenance Partenariat avec de nombreuses institutions du social, de l'éducation et de la santé

Pour KALKAL, l'AVIC et l'association tamoule, il existe une difficulté à trouver un espace physique particulier. Le projet « Thé-Discussion » est dépendant du Centre Suisses-Immigrés pour son local. Dans peu de temps, le CSI devra déménager et « Thé-Discussion » ne sait pas encore où il pourra loger. Ces quatre associations se trouvent sur la commune de Sion. Ce problème est souligné par Frédéric qui déclare :

« Le souci avec la commune c'est qu'elle n'offre pas d'infrastructure comme une salle pour le foot ou pour les réunions de l'association ! »

L'animateur de la paroisse de la cathédrale, prêtant souvent la salle de cette dernière pour les réunions des associations d'immigrés, a entamé des démarches pour trouver une salle propre aux associations d'immigrés de Sion. En fait, ce manque de lieux physiques a certainement favorisé la création d'un réseau entre divers groupes du tiers secteur. L'AVIC, Thé-Discussion, KALKAL et l'association tamoule ont toutes un lien avec la paroisse de la cathédrale pour l'utilisation de la salle par exemple ou avec le Centre Suisses-immigrés ou le comité d'intégration de la ville. Ces trois derniers groupes collaborent souvent ensemble par exemple pour l'organisation de la fête d'ici et d'ailleurs.

Les trois autres associations qui n'étaient pas de Sion n'ont pas de problème d'espace physique. Pluri-Elles et la LEPA ont pu trouver une collaboration avec leur commune respective pour l'usage de locaux. L'association turque utilise ses ressources internes pour répondre à ce besoin. Sur la commune de Monthey, existe un réseau d'associations d'immigrés en lien avec la commission d'intégration. En fait cette dernière est la plus ancienne de Suisse. Elle fêtera ses quarante ans cette année. Ce n'est pas le cas en revanche pour la commune de Martigny qui elle a une commission d'intégration depuis 4 ans et vient de mettre en place un délégué à l'intégration (fin 2007).

Le tableau suivant présente les types de liens qu'entretiennent les associations avec l'extérieur.

Tableau 3 : Réseau des association

Lien avec :	Tiers secteur de la société d'accueil		Institution de la société d'accueil		Tiers secteur de la société d'origine		Institution de la société d'origine	
	Symbol.	Prati.	Symbol.	Prati.	Symbol.	Prati.	Symbol.	Prati.
KALKAL	X	X	X	X				
Pluri-Elles	X	X	X	X				
AVIC	X	X	X	X				
Tamoule	X	X	X	X	X	X		
Turque	X	X	X	X	X	X	X	X
LEPA	X	X	X	X			X	
Thé-Discussion	X	X	X	X				

Les liens de types symboliques sont des liens idéologiques, culturels ou sociaux et les liens pratiques sont ceux qui permettent la réalisation d'activités concrètes. Un lien symbolique n'implique pas nécessairement un lien pratique. Par contre un lien pratique implique nécessairement un lien symbolique. Une subvention par exemple, signifie l'existence d'un lien pratique et symbolique.

Seules les associations à finalités culturelles ont des liens avec les sociétés d'origine. Les associations plurinationales n'ont pas de raisons spécifiques d'en avoir. En ce sens, elles sont bien différentes des associations d'immigrés européens qui maintenaient des liens parfois étroits avec la société d'origine. L'association turque ressemble plus à ce type d'association. Elle a de nombreux contacts avec d'autres associations turques en Suisse, avec une association en Turquie et avec le consulat de Genève. À l'occasion de la clôture d'une formation pour les mères turques, une autorité de leur pays était venue. De fait, cette association provient du même genre de migration que celle européenne des années 60, 70. Les nouvelles migrations ne peuvent souvent plus avoir de liens avec la société d'origine car elles fuient des pays en guerre ou détruit. C'est le cas de la LEPA et de l'association tamoule qui n'ont que peu ou pas de liens avec leur société d'origine sur place. Par contre elles entretiennent de nombreux liens avec leur société diasporique. L'association tamoule a par exemple de nombreux liens avec d'autres associations tamoules en Suisse.

Ses principaux contacts avec celles-ci sont la T.R.O. (Tamil Rehabilitation Organisation) ou le centre d'éducation tamoul à Zürich. La LEPA n'a pas révélé de liens avec le tiers secteur de la société d'origine. Elle a par contre des liens avec d'autres associations albanaises actives en Valais. Elle entretient aussi beaucoup de liens avec les autorités locales et cantonales. La ligue travaille en collaboration avec le département de l'éducation et de l'enseignement du Kosovo. Cependant cette collaboration se joue plus sur un plan idéologique et culturel – par exemple pour l'élaboration du matériel pédagogique - que pratique, car l'Etat du Kosovo n'a pas de ressources financières ni une organisation formelle, officielle et reconnue pour aider la ligue. Pour ce qui est du soutien pratique, la LEPA peut compter sur le canton et les communes qui lui mettent à dispositions toute l'infrastructure nécessaire (salles de classe, photocopieuse...) à son fonctionnement. Ces contacts avec la société d'origine ne sont pas forcément un repli identitaire. Ils peuvent être un grand enrichissement pour la société locale d'accueil si celle-ci sait mettre à profit ces ressources. À Monthey par exemple, la commission d'intégration a pu profiter d'une collaboration avec une fondation de Turquie en réseau avec l'association turque pour proposer des cours de formation Mère enfant pour les femmes migrantes et de cette manière favoriser leur intégration. Ainsi, l'absence de liens des associations plurinationales avec l'une ou l'autre des sociétés d'origine de leur membre peut très bien être vu comme une perte de ressources pour la société locale.

L'attitude des associations avec les institutions de la société d'accueil diverge un peu. La majorité est contente des collaborations existantes. Cependant KALKAL et l'AVIC ont mentionné des difficultés à obtenir des aides et une reconnaissance de la part de certaines institutions. Ces difficultés démontrent le caractère conflictuel de ces liens et sont un symptôme du caractère politique de leurs activités et de leurs liens. Elle prouve l'intérêt de l'association pour la défense de sa cause.

2.3. Intégration, citoyenneté : avis des personnes interrogées

2.3.1. Intégration

Nous avons interrogé 9 personnes de 9 origines différentes : Suisse, Afghanistan, Somalie, Turquie, Sri-Lanka, Kosovo, Brésil, Paraguay et Colombie. 8 d'entre elles ont vécu l'expérience de la migration. Ces expériences sont très variées. Elles ont toutes été vécues à des âges différents, pour des raisons différentes. Certains pensaient pouvoir retourner un jour dans leur pays. Puis, plus le temps passait, plus celui-ci les éloignait de leur patrie d'origine.

« Comme chaque étranger, nous sommes arrivés pour travailler quelques années et mettre un peu d'argent de côté. Par la suite nous avons compris

que nous devions faire notre vie ici à Monthey, Ainsi j'ai fait venir ma femme et mes enfants. Aujourd'hui je suis retraité et suis toujours ici... » (Grégoire)

Ceux qui ont pu rentrer pour quelque temps ont constaté qu'ils étaient devenus étrangers sur leur propre terre alors qu'en Suisse aussi ils ne savent pas très bien s'ils sont chez eux.

« Quand on rentre chez nous à l'étranger, on est étranger donc, on voit tout de suite qu'on a beau avoir le passeport du même pays mais notre façon de parler, notre façon de voir les choses n'est plus la même. On est des étrangers ici, là-bas on est des étrangers. (...) En Suisse, tu as un Suisse qui te dis : « T'es Turque » donc on est plus Turque ici que chez nous. » (Augustin)

Ils vivent donc entre deux réalités et sont étrangers partout. Quatre d'entre eux ont laissé un statut professionnel et ont dû se reconstruire autre chose ici. Selon les dires de certains d'entre eux cette situation est le lot de beaucoup de migrants et migrantes. Le fait de perdre un statut professionnel dévalorise souvent beaucoup la personne. C'est un long chemin pour retrouver une reconnaissance dans la société d'accueil. Tous se sont engagés au sein d'une association pour tenter de promouvoir leur culture, de venir en aide à ceux qui sont encore plongés dans l'exclusion ou d'améliorer les relations entre les migrants et les Suisses.

Nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient de l'intégration. Voici les points principaux qui se sont dégagés de nos entretiens :

- L'apprentissage de la langue : Il permet de pouvoir comprendre et se faire comprendre, de constituer des liens sociaux et de se trouver une place au sein de la société.

« Jusqu'à ce que je n'avais pas de contact, je ne savais pas la langue, je ne connaissais pas. Je n'acceptais pas cette société et je n'étais pas acceptée. Comme ça la vie est un enfer. Mais depuis que j'ai appris la langue c'est l'intégration, je m'engage, je suis engagée dans certaines associations, j'ai beaucoup de contact. » (Anne)

- Travailler, être indépendant financièrement. La langue permet aussi un accès et une mobilité plus grande sur le marché du travail.
- La cohabitation : Pour une bonne intégration, il faut que les différentes cultures et communautés puissent se rencontrer, communiquer entre elles et apprendre à se connaître pour vivre ensemble et non pas chacun de son côté.

- Supprimer le rejet et la discrimination : L'intégration est un processus réciproque, la société Suisse doit aussi faire un effort pour éliminer en son sein toutes formes de discrimination si elle veut favoriser l'intégration. En effet, une personne se faisant constamment rejeter ne va avoir aucune envie de s'intégrer.

« Mais la seule chose c'est la société qu'elle empêche d'intégrer, elle empêche. Par exemple moi j'ai un problème de santé. Tous les gens autour de moi connaissent ma situation. Mais quand on dit ou l'on pense que je fais semblant. Après je déteste la société, je déteste. Même parfois je pense que je quitte tout et je reste dans mon coin. C'est ça la... Il faut que la société, elle donne la possibilité d'intégration. » (Anne)

On retrouve ici, l'idée de Boltzman sur l'intégration qui parle de la nécessité d'un changement structurel et idéologique de la part des sociétés d'accueil. C'est cette intégration que promeuvent les associations d'immigrés par leurs activités politiques. En effet, à travers les liens qu'elles entretiennent avec les organes de pouvoirs et de décisions, elles jouent un rôle d'intermédiaire entre la communauté et les pouvoirs publics et peuvent de cette manière, se présenter, se faire reconnaître, faire connaître leur vision de l'intégration à la société d'accueil et ainsi favoriser un changement des structures et des idées.

Mais tous les discours sur l'intégration ne sont pas homogènes. Les trois porte-parole des associations à finalité culturelle parlent de la nécessité des immigrés de s'adapter à la culture du pays d'accueil pour s'intégrer. Pluri-Elles, Thé-Discussion et KALKAL parlent du besoin d'être reconnu par la société d'accueil pour pouvoir s'intégrer. Ainsi, malgré leur volonté commune, dans les faits, de chercher et créer des liens avec la société d'accueil, afin d'obtenir une reconnaissance, les discours sur l'intégration varient.

2.3.2. Citoyenneté

À la question de la citoyenneté, tous nous parlent d'égalité des droits ou de droit de vote.

« Si on n'a pas de droit, pour cette raison nous aussi on pense qu'on n'existe pas. Ça touche très fort quand on sent qu'on n'a pas de droit. On doit payer nos impôts, les enfants étudient ici. On doit respecter toutes les lois, mais nous on n'a pas le droit de voter. Ça c'est, je pense que ce n'est pas très logique. J'espère qu'un jour nous aussi dignement on pourra voter, qu'on aura le droit de voter aux communes. » (Anne)

« On a jamais le droit de voter. On a jamais le droit de choisir quelqu'un qu'on est obligé de respecter. Ça veut dire, on est étranger, on vit là, on participe dans tous les sens, depuis A jusqu'à Z. Et l'on n'a pas le droit de participer, de voter. Et pour ça c'est difficile d'être citoyen. » (Gérard)

« La citoyenneté ? pouvoir voter (...) J'ai 50 ans, jamais voté, jamais pris une décision parce que je ne peux pas. Je vis à quelque part où je paie mes impôts, j'ai toujours payé mes impôts et je ne peux pas prendre des décisions. » (Hélène)

« Un pays, il est créé pour le peuple. Pour profiter le peuple il doit avoir la citoyenneté. (...) Chaque citoyen cherche à vivre comme les autres sur le terrain avec les besoins nécessaires, droit de parler, droit de sortir des opinions voyez ? C'est ça le citoyen. Par exemple nous, comme on est minoritaire, on a jamais réussi à dévoiler des problèmes humanitaires (dans leur pays) contre notre peuple. Parce qu'on n'a pas de citoyenneté. » (Olivier)

Chez Pluri-Elles, Thé-Discussion et KALKAL, on nous dit encore que la citoyenneté est un engagement, un intérêt d'une personne pour les affaires publiques, pour la résolution de problèmes qui concerne le lieu où l'on vit et l'amélioration et le soutien de ce qui fonctionne.

Le porte-parole de l'AVIC déclare que la citoyenneté est un titre qui donne la reconnaissance de tous les droits : sociaux, politiques, économiques... Elle contraint aussi à respecter des devoirs par exemple celui de travailler – qui est aussi un droit très important pour les étrangers –, de payer les impôts, de respecter les normes... Elle donne le sentiment d'avoir une place dans la société, d'appartenir à un pays, d'être chez soi.

Dans le discours des trois porte-parole des associations à finalité culturelle, la citoyenneté est liée à l'appartenance à un territoire ou à une nationalité. Pour les porte-parole de l'association turque et de la LEPA, ce lien est remis en question car selon eux la notion d'appartenance n'est pas toujours très claire et objective. À partir de quand peut-on dire que l'on appartient plus à tel ou tel pays ? À la LEPA, on nous dit que l'acquisition de cette citoyenneté liée à la nationalité peut favoriser l'intégration car elle change le regard des Suisses sur le migrant. Même si celui-ci reste la même personne.

Nous avons dans tous les discours des personnes interrogées une vision formelle de la citoyenneté, liées aux droits comme en parle Bolzman. Cependant dans la pratique nous constatons que ces associations créent cet espace social dont parle Jean Leca, c'est-à-dire un espace social essentiel à la citoyenneté et se situant entre

le privé et le publique¹⁰². Elles créent une citoyenneté qui comme le disent Borri et Larrambebere « transcende l'idée « normative » de citoyenneté, centrée sur les droits et devoirs et sa reconnaissance légale »¹⁰³. Elle est, comme nous l'avons décrite dans le chapitre consacré à ce concept, une activité, un engagement en vue de la construction et de l'amélioration des conditions de vie d'un groupe social.

En effet, les finalités et les activités des associations présentées ne cherchent pas à demander le droit de vote ou l'égalité de tous les droits. Cependant, elles ont toutes explicitement ou non, des activités et des finalités de tous les types (affectives, culturelles, d'influence et fonctionnelles) et entretiennent toutes des liens de types pratiques et symboliques avec l'Etat et le tiers secteur de la Suisse. Elles favorisent donc la citoyenneté dans le sens où elles permettent d'exprimer et de faire reconnaître certains besoins des migrants auprès de la société d'accueil ; Etat et tiers secteur. Dans ce cas, la citoyenneté n'est pas vue simplement comme l'égalité des droits. Mais comme une dynamique qui permet l'amélioration des conditions de vie d'un groupe et la présentation de besoins sociaux auprès des instances de décision publiques. C'est cette citoyenneté qui permet l'intégration dont parle Bolzman c'est-à-dire un changement des structures et des idéologies discriminantes.

3. Synthèse

Notre recherche ne peut pas montrer l'influence de la dynamique associative sur la participation citoyenne ou l'intégration des immigrés extra-européens. Pour cela il aurait fallu interroger un nombre conséquent de membres des associations et utiliser des méthodes quantitatives. Ce que nous avons cherché à analyser c'est le rôle de la dynamique associative en tant qu'outil à la construction d'une intégration complète, de qualité comme nous l'avons décrite plus haut, c'est-à-dire comprenant la citoyenneté et la reconnaissance. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas confirmer l'hypothèse 2 comme elle a été formulée « La dynamique associative des immigrés extra-européens leur permet de participer en tant que citoyen et leur donne un sentiment de reconnaissance. » Il faudrait plutôt dire, et cela est tout à fait confirmé par notre analyse, « Les associations d'immigrés extra-européens en Valais permettent une reconnaissance de ceux-ci par la société d'accueil et leur donne la possibilité d'accéder à une dynamique et un espace de citoyenneté. »

En ce qui concerne l'hypothèse 1, le fait que la majorité des associations rencontrées n'entretiennent pas de liens avec les sociétés d'origine, ne peut pas nous faire

¹⁰² In : NEVEU, C. *Communauté, nationalité et citoyenneté*, op.cit., p. 62

¹⁰³ BORRI N., LARRAMBEBERE, F. Repolitizar la sociedad: Tarea pedagógica y desafío para la acción. *MAPAS organizaciones sociales y construcción de ciudadanía*, 2006, n° 1, p. 5 (traduction libre)

infirmier l'idée essentielle contenue dans cette hypothèse à savoir l'intégration sociétale de l'association. En effet, toutes entretiennent de nombreux liens symboliques et pratiques avec l'Etat et le tiers secteurs de la société d'accueil. Chez les associations rencontrées, on ne trouve donc pas de repli identitaire ou de ghettoïsation. Ce que perdent, en revanche les associations qui n'ont pas de liens avec les sociétés d'origine, c'est la possibilité d'apporter certaines ressources à la société d'accueil.

IV. Conclusion

Nous pouvons en conclure que la dynamique associative des migrants extra-européens en Valais favorise leur intégration. Elle permet la création de liens interindividuels qui agissent contre l'isolement et renforcent le nouveau tissu social dont nous avons parlé. Elle répond à toutes sortes de besoins spécifiques aux immigrés. Elle fait connaître et reconnaître ces besoins auprès de la société d'accueil ; à son tiers secteur et à son Etat par la création d'un réseau composé de nombreux liens symboliques et pratiques avec ces derniers. Elle permet aussi, pour certaines associations, la création de liens entre la société d'accueil et la société d'origine. Elle favorise l'échange d'informations et la connaissance réciproque entre les immigrés et la société d'accueil. Comme certains auteurs classiques (Tocqueville, Durkheim, Wirth, Warner, etc.), nous pouvons dire que ces associations « sont un puissant mécanisme d'intégration relationnelle [...] des personnes dans la société »¹⁰⁴ et qu'« elles permettent la formulation explicite de besoins sociaux latents et leur présentation en des termes adéquats dans les instances de décision publiques ; elles forment également un contrepoids à la puissance de l'Etat face aux individus atomisés.»¹⁰⁵ Ainsi, cette dynamique associative crée des espaces de citoyenneté et une reconnaissance pour les immigrés et donc favorise leur intégration.

Cette dynamique associative est importante pour le travail social. Car elles sont des initiatives propres aux immigrés. Souvent dans le travail avec les immigrés, la tendance est de tomber dans le paternalisme¹⁰⁶ et d'agir envers eux comme envers des enfants à qui il faut tout apprendre, agir comme s'il ne savait rien et qu'on devait leur apprendre à vivre comme nous. C'est souvent ce qui est entendu dans le mot intégration ou insertion. Le danger avec ces notions est d'arriver dans des relations verticales où l'un sait tout et l'autre doit tout apprendre, où il n'y a pas d'échange et de possibilité d'apprendre ensemble. Ce qui est intéressant donc dans ces initiatives, c'est qu'elles permettent aux immigrés d'apporter quelque chose à la société d'accueil et de se constituer en partenaire égal. Elles permettent non pas d'agir pour les immigrés mais agir de manière à ce qu'ils soient eux aussi sujets de la construction de notre société. Elles permettent des relations horizontales entre le travailleur social et une population cible. C'est ainsi que parle Paulo Freire dans ses théories sur le travail social¹⁰⁷. Pour lui le travailleur social doit être engagé dans le changement des structures sociales. Pour cela il doit s'humaniser et humaniser les

¹⁰⁴ Social Info. *Politiques et action sociales en Suisse latine* (En ligne). Adresse URL : <http://www.socialinfo.ch/> (Page consultée le 6 décembre 2007)

¹⁰⁵ Ibid

¹⁰⁶ Au sujet de cette relation paternaliste, voir : PIRINOLI C. *Réfugiés chiliens dans le canton de Vaud: qui sont-ils devenus?* Op.cit., p. 19

¹⁰⁷ FREIRE P., *educación y cambio*, Galerna, 2002. 104 p.

personnes avec qui il travaille en les rendants sujettes, protagonistes de leurs actions. Il est important donc pour le travailleur social de soutenir et faire valoir ces projets devant les autorités du pays pour qu'elles soient soutenues et reconnues par ces dernières. Il est important aussi, comme le conclut la recherche de Cattacin, que les ressources sociétales produites par la dynamique associative, soient « prises en compte dans la politique d'inclusion des migrants dans les sociétés d'accueil, et ceci par des partenariats de projet et par le dialogue constant. Dans le but d'éviter une clôture communautaire, la politique d'inclusion sociale, économique et politique doit tenter de garder ces communautés ouvertes, tant par des offres de participation tant par des reconnaissances concrètes et symboliques de leur contribution à la construction de la société. »¹⁰⁸

Un objectif du travail social pourrait être ici de renforcer le pouvoir d'influence de ces associations en renforçant et/ou multipliant leurs liens avec le tiers secteur et l'Etat afin de favoriser un changement structurel et idéologique de la société d'accueil. Notre avis, après trois années de formation pratique et théorique en travail social, est que bien souvent celui-ci se résume à opérer un changement sur les individus exclus pour les adapter à notre système alors que ce dernier court trop vite et place la norme au niveau des plus forts. Ce à quoi nous aspirons est une société qui base sa force sur l'attention au bien-être et à la participation des plus faibles. Pour cela il est nécessaire de fomentier un changement de notre système basé sur une économie qui reporte les coûts sociaux sur les plus faibles et sur une politique qui n'aspire pas au bien commun mais au service des plus puissants. Ce changement est en partie la responsabilité du travailleur social. Car il est en contact avec les plus faibles. Sa tâche principale est donc selon nous, de créer des liens sociaux qui favorisent la formation d'initiatives permettant l'expression des besoins et revendications sociales auprès des instances de décision. En d'autres termes, c'est développer l'information sociale, améliorer la communication, l'échange entre les individus et entre les divers groupes sociaux. Plus concrètement et spécifiquement, ce peut être la tâche, des délégués à l'intégration ou des travailleurs sociaux d'une association venant en aide aux personnes migrantes comme Caritas, la Croix-Rouge, l'OSEO, Appartenance, les Centre de contact Suisses-Immigrés, l'Hospice Général, le centre social protestant...

Nous pourrions à présent passer de l'autre côté du miroir et nous demander en quoi les sociétés d'accueil favorisent l'expression de ces entités collectives ? Et nous pourrions aussi nous demander où en sont les autres catégories marginalisées de notre population que sont les personnes classées invalides, en situation d'handicap, les personnes âgées, les chômeurs, les personnes aux faibles revenus, les « cas sociaux », dans ce processus de collectivisation social ? En quoi celui-ci pourrait

¹⁰⁸ CATTACIN, S. *Migration et Association La vie associative des migrants – une exploration de leur rôle et développement en Europe occidentale*, op.cit., p. 5

permettre aussi à eux de lutter contre l'exclusion, de devenir acteur social et de favoriser la participation de tous, l'émergence d'une véritable démocratie ?

Ce travail nous a permis d'approfondir nos connaissances dans divers domaines :

- La politique d'immigration et d'intégration de la Suisse et ses conséquences.
- L'histoire des politiques sociales
- L'associationnisme
- La citoyenneté

Il nous a permis aussi à travers les entretiens, de s'exercer à cette technique et de mieux connaître ce que vivent les personnes migrantes en Suisse. Nous avons pu prendre conscience de la complexité de la migration et de certains de nos préjugés par exemple celui de voir tous les réfugiés ou extra-européens comme des pauvres ou comme une entité homogène. Nous avons pu approcher aussi une partie du contexte institutionnel et associatif valaisan pour l'intégration des immigrés comme le centre Suisses-Immigrés, ou les différents délégués à l'intégration.

Nous espérons que ce travail puisse aider d'une manière ou d'une autre à la reconnaissance des associations d'immigrés par l'Etat et le tiers secteur de notre région. Il peut être en tout cas un encouragement aux associations rencontrées à continuer leurs activités et à consolider les nombreux liens de leur réseau.

Annexes

Bibliographie

Ouvrages

BARDET-BLOCHET, A. (et al). *Les associations d'immigrés : Repli ou participation sociale ? L'exemple de Genève*. Genève : Centre de Contact Suisses – Immigrés et groupe de recherche Migrations, 1988. 79 p.

BOLZMAN, C. Construction européenne, assimilationnisme et citoyenneté In: Caloz-Tschopp, M.-C. (et al). *Europe: Montrez patte blanche!* Genève : Centre Europe-Tiers Monde, 1993 pp. 385 - 394

BOLZMAN, C. Potentialités et dangers de l'approche interculturelle dans l'action sociale In : Jovelin, E. (éd.) *Le travail social face à l'interculturalité: comprendre la différence dans les pratiques d'accompagnement social* Paris : L'Harmattan 2002 pp.93-102

CATTACIN, S. *Migration et Association La vie associative des migrants – une exploration de leur rôle et développement en Europe occidentale*, Genève : Université de Genève Département de sociologie, 2007, 26 p.

CHAUDET, I. Quel rôle jouent les associations étrangères pour la résolution des problèmes sociaux ? In : BOLZMANN C., TABIN J.-P. (dir.) *Populations immigrées :Quelle insertion ? Quel travail Social ?* Genève : Ed. IES ; Lausanne : Cahiers de l'EESP, 1999, pp. 171-182

DOUDOU, D., *Rapport soumis par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Mission en Suisse*. Genève : ONU Conseil des droits de l'homme, 2007. 29 p.

FREIRE P., *educación y cambio*, Buenos Aires: Galerna, 2002. 104 p.

GATUGU, J. Associations issues de l'immigration en Belgique : définition, typologie, enjeux, problématiques In: GATUGU, J., AMORANITIS S., MANÇO, A. *La vie associative des migrants : quelles (re)connaissances ?* Paris : L'Harmattan. 2004, pp. 31-66

LONGCHAMP, C. (et al.). *Sans-papiers en Suisse : c'est le marché de l'emploi qui est déterminant, non pas la politique d'asile*. Berne : gfs.berne, 2005, 73 p.

MAHNIG, H. (et collab.) *Histoire de la politiques de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*. Editions Seismo, 2005. 468 p.

MARENGO, M., RACINE, J.-B. *De l'Etat Providence à la solidarité communautaire : le monde associatif à Lausanne (Agenda 21) Vers un nouveau projet de société locale*. Lausanne : Institut de Géographie Université de Lausanne, avril 2005. 242 p.

MORAIS, J. Le rôle des associations étrangères In : Bolzmann C., Tabin J.-P. (dir.) *Populations immigrées :Quelle insertion ? Quel travail Social ?* Genève : Ed. IES ; Lausanne : Cahiers de l'EESP, 1999, pp. 183-188

MOCK, F. Enquête dans le centre d'enregistrement des requérants d'asile de Vallorbe (Vaud) In : Waldis, B. (et al.) *En quête de citoyennetés. Terrains ethnographiques exploratoires en Suisse romande et au Tessin sur une matière scolaire en mutation*. Neuchâtel : Université de Neuchâtel, 2004, pp. 41-46

NEVEU, C. *Communauté, nationalité et citoyenneté*. Paris : Karthala, 1993. 399 p.

PIGUET, E. La porte ouverte 1948-1962 In : PIGUET, E. *L'immigration en Suisse 50 ans d'entrouverture* Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2004 pp. 14-21

PIRINOLI C. *Réfugiés chiliens dans le canton de Vaud: qui sont-ils devenus?* no 8 Lausanne : Université de Lausanne Institut d'anthropologie et de sociologie, 1997. 137 p.

QUIVY R., VAN CAMPENHOUDT L., *Manuel de recherche en sciences sociales* édition DUNOD, Paris, 1995. 287 p.

SERATHIUK, N. Sans-papiers : miroir, miroir, dis-moi qui suis-je alors ! In : BORONI, S. (et al.) *Voies clandestines* Lausanne : Ed. d'en bas, cop. 2003, pp. 131-141

THETAZ, P. *Pratiques de solidarités par des migrants évaluation des projets : AVIC « Lanques et cultures », Thé-discussion, KALKAL, Pluri-Elles* Mémoire de diplôme de formation continue en travail social Université de Neuchâtel septembre 2005 93 p.

VALLI, M. *Les migrants sans permis de séjour à Lausanne : rapport rédigé à la demande de la Municipalité de Lausanne*. Lausanne : [s.n.], 2003. 55p.

ZOTTOS, E. (sous la dir. de BIRNBAUM, P.) *Les associations d'immigrés dans les cantons de Genève et Neuchâtel: vers une participation à l'espace public?* Genève : Université de Genève Faculté des sciences économiques et sociales, 1997, 124 p.

Articles

ANDREY, A. « Les associations italiennes pourraient servir de modèle aux nouvelles migrations » *Le courrier, jeudi 28 février 2008* p. 4

BOLZMAN, C., FIBBI, R., VALENTE, L. Les racines locales des immigrés, ou comment inventer une nouvelle citoyenneté. *Espaces et citoyenneté*, 1992, n° 68, pp. 47-66

BORRI N., LARRAMBEHERE, F. Repolitizar la sociedad: Tarea pedagógica y desafío para la acción. *MAPAS organizaciones sociales y construcción de ciudadanía*, 2006, n° 1, pp. 4-7

ECKMANN, M., Identités minoritaires, majoritaires et diasporiques. *InterDIALOGOS*, 2003, n° 1, pp. 7-9

Sites internet

ARTIAS Association Romande et Tessinoise des Institutions d'Action sociale. *GSR – Guide Social Romand* (En ligne). Adresse URL : <http://www.guidesocial.ch> (Page consultée le 15 novembre 2007)

Association Appartenances. *Appartenances* (En ligne). Adresse URL : <http://www.appartenances.ch/> (Page consultée le 10 janvier 2007)

Bureau du délégué aux étrangers. *République et canton de Neuchâtel – rubrique migrations et intégration* Adresse URL : <http://www.ne.ch/neat/site/jsp/rubrique/rubrique.jsp?StyleType=marron&CatId=4105> (Page consultée le 10 janvier 2007)

Commission fédérale des étrangers. *Commission fédérale des étrangers* (En ligne). Adresse URL : <http://www.eka-cfe.ch/f/> (Page consultée le 10 janvier 2007)

Confédération suisse. *Admin.ch* (En ligne). Adresse URL : <http://www.admin.ch> (Page consultée le 8 novembre 2007)

FIMM Suisse. *FIMM Suisse* (En ligne). Adresse URL : <http://www.fimm.ch/> (Page consultée le 10 janvier 2007)

Humanrights.ch. *Droits humains en Suisse – humanrights.ch* (En ligne). Adresse URL : <http://www.humanrights.ch> (Page consultée le 1er novembre 2007)

Kultura.ch. *Maison Kultura* (En ligne). Adresse URL : <http://www.kultura.ch/> (Page consultée le 10 janvier 2007)

Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR (En ligne) Adresse URL: <http://www.osar.ch> (Page consultée le 14 novembre 2007)

Pluri-Elles. *Accueil* (En ligne) Adresse URL : <http://www.pluri-elles.net> (Page consultée le 4 mars 2008)

Vivre ensemble. *Vivre ensemble - information et documentation pour la défense du droit d'asile* (En ligne). Adresse URL : <http://www.asile.ch> (Page consultée le 8 novembre 2007)

Vidéos

Les associations italiennes en Suisse LA BARBA, M. (réal.) Genève: MONDES – VISIONS – DIVISIONS, 2007 [DVD] (35 min.)

Grille d'entretien

0. Littérature grise: Observer la salle de réunion et demander, selon les possibilités, certains des documents suivants:
 - 0.1. Affichage de la salle de réunion de l'association.
 - 0.2. Statuts de l'association
 - 0.3. Documents distribués aux membres et participants
 - 0.4. Demande de fonds, rapports d'activités, contrats, budget...
 - 0.5. flyer, document de présentation, descriptif
 - 0.6. Communiqués de presse, articles parus dans la presse
1. Présentation de l'association : demander de me présenter l'association.
 - 1.1. Quelle est l'histoire de votre association ?
 - 1.2. Qui participe à votre association ?
 - 1.3. Combien y a-t-il de membres, de participants ?
 - 1.4. Quels statuts, permis ont-ils ?
 - 1.5. De quels pays viennent-ils ?
 - 1.6. Quels sont les activités de votre association ?
 - 1.7. Quels sont les objectifs de votre association ?
 - 1.8. Quel est le bilan de vos activités ?
2. Présentation du porte-parole : Qui êtes-vous?
 - 2.1. Qu'est-ce qui vous a poussé à oeuvrer pour cette association ?
 - 2.2. Avez-vous oeuvré pour d'autres associations?
 - 2.3. Quel est votre parcours professionnel ?
 - 2.4. Avez-vous vous mêmes migré?
 - 2.5. Quel statut avez-vous actuellement?
3. Relation avec l'intérieur : Comment vont vos relations avec les membres et les participants de votre associations?
 - 3.1. De quoi discutez-vous lors de vos réunions ?
 - 3.2. Quelles demandes recevez-vous de la part des membres de votre association? Quels sont leurs intérêts, leurs besoins ?
 - 3.3. Quels reproches vous font-ils ? Qu'attendent-ils de vous ?
 - 3.4. Comment répondez-vous à leurs attentes?
 - 3.5. Quelles relations avez-vous avec vos membres ?
 - 3.6. Quelles contributions apportent-ils ou n'apportent-ils pas à l'association ?
 - 3.7. Comment élaborez-vous ou modifiez-vous vos statuts, le règlement et les objectifs de votre association ?
Qui participent à l'assemblée générale ? Comment participent-ils ?
4. Relations avec l'extérieur : Avec qui votre association entretient des relations?

- 4.1. En tant que représentant de votre association, quels sont vos contacts avec d'autres associations ou groupes de la société d'accueil?
- 4.2. Quels sont vos contacts avec la société d'origine... ?
- 4.3. Pouvez-vous me donner une liste exhaustive de ces contacts ?
- 4.4. Quelle entente avez-vous avec ces contacts ?
- 4.5. Que faites-vous avec ces groupes ?
- 4.6. Qu'apportent-ils à votre association ?
- 4.7. Avez-vous des relations avec des pouvoirs publics d'ici ou d'ailleurs ?
- 4.8. Quelle entente avez-vous avec ces institutions ?
- 4.9. Que vous apportent-elles ?
- 4.10. Que revendiquez-vous à l'Etat et à la société en général ?
- 4.11. Comment faites-vous entendre vos besoins, vos attentes ?

5. Vision de l'intégration

- 5.1. L'intégration, c'est quoi pour vous ?
- 5.2. Comment voyez-vous l'intégration des immigrés en Suisse ?
- 5.3. Qu'est-ce qui favorise et qu'est-ce qui empêche l'intégration ?
- 5.4. La citoyenneté, c'est quoi pour vous ?